

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 16 MARS 1978 - N° 656

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

LA TRÈVE...

Le scrutin du deuxième tour sera extrêmement serré. C'est la donnée principale de la situation à droite et à gauche ces jours-ci.

A droite Chirac propose à ses partenaires une réunion au sommet et se dit même d'accord pour y convier Servan Schreiber sa tête de turc d'il y a quelques semaines.

A gauche, Marchais signe une déclaration commune, pas tellement éloignée de celle que Mitterrand avait préparé depuis le 23 septembre. Marchais prétendait mercredi soir au club de la Presse qu'il n'était pas nécessaire que le nouveau Programme commun soit renégocié pour «commencer à gouverner ensemble». Il accepte de subventionner les patrons «pour qu'ils puissent supporter la hausse du SMIC» lui qui disait il y a un mois que «c'était un scandale». Il est vrai qu'il n'y a plus que quelques jours avant «la chance historique» de se hisser au pouvoir. Ce calme apparent qui habite la droite et la gauche n'est pourtant qu'éphémère. Les élections passent, les projets contradictoires pour lesquels les partis bourgeois à droite et à gauche sollicitent les suffrages demeurent. Ils sont la base de leurs divisions qui ne tarderont pas à réapparaître au lendemain du 2^e tour.

Sud-Liban

AGRESSION SIONISTE

Des dizaines de milliers d'hommes, l'aviation, la marine, l'artillerie lourde, ce sont les énormes moyens mis en œuvre depuis mardi soir par l'Etat sioniste pour rayer de la carte les camps de réfugiés palestiniens et la présence de la Résistance au Sud-Liban.

Prenant prétexte de l'opération du Fath, samedi dernier en Palestine occupée, Begin et son aéropage de terroristes de Tel Aviv ont lancé cette offensive d'une ampleur sans précédent.

Pas complètement

nouvelle toutefois, puisque depuis la Guerre d'Octobre 73, les sionistes n'avaient jamais cessé d'agresser le Sud, massacrant les Palestiniens réfugiés, qui ont fui parfois depuis 1948, la terreur de la colonisation sioniste, et les paysans libanais de la région, tous soumis par ailleurs aux agressions constantes des milices libanaises d'extrême-droite armées par Israël.

L'objectif essentiel de cette offensive, c'est de briser sur le terrain la Résistance palestinienne que les manœuvres diploma-

tiques, telles que les tractations Begin-Sadate-Carter, devaient étouffer.

Briser la Résistance, cela signifie aussi isoler l'OLP sur la scène internationale, comme en témoigne la démarche que vient d'effectuer l'ambassadeur israélien auprès de De Guiringaud, pour demander la fermeture du bureau de l'OLP à Paris.

Au même moment, Mitterrand télégraphiait à Begin pour justifier par avance toute initiative contre l'OLP dans le monde.

PARIS



Succès du meeting unitaire des marxistes-léninistes

(Lire en page 3)

Jusqu'où ira Israël cette fois-ci ? Begin a déclaré dimanche que les «négociations» avec Sadate devaient continuer, ce qui est le point de vue de Washington, en même temps pourvoyeur en armes d'Israël. Mais l'initiative de Sadate paraît aujourd'hui de plus en plus compromise, alors que l'agression sioniste suscite la colère des masses arabes et des Palestiniens, jusqu'au cœur de la Palestine occupée, où un million et demi d'entre eux vivent encore et résistent, malgré l'exode forcé.

Lire en page 8, le communiqué du bureau de l'OLP à Paris.

Accord PC - PS

Aucune garantie pour les travailleurs

Maintenant que l'accord PC - PS est signé, les deux partis de gauche prennent le parti d'insister lourdement sur les mesures sociales prévues dans cet accord.

Démagogie grossière que de mettre ainsi en avant par exemple le SMIC à 2 400 francs par exemple puisque la satisfaction éventuelle de cette revendication se payera cher en retour. «On ne peut pas tout faire tout de suite, patience, nous avons déjà fait un effort» seront les maîtres mots de la gauche, si elle arrive au pouvoir.

(Lire en page 4)

Luttes : pas de trêve entre les 2 tours

Avant le premier tour des législatives, toute une série de luttes dans des entreprises importantes, avaient démarré. Aujourd'hui, et malgré l'accord signé lundi par les partis de gauche, elles se poursuivent : réparations navales de Dunkerque, UDD FIM à Belfort, Imprimerie Lang à Paris, la Caisse d'Allocations familiales de Paris, le Crédit du Nord... Tous ces travailleurs en lutte affirment que quel que soit le résultat du deuxième tour, ils ne renonceront pas à leurs revendications, ils continueront à lutter pour les obtenir.

(Lire en page 5)

Toulon : attentat contre l'Amicale des Algériens

Dans la nuit de lundi à mardi, une bombe a explosé au local de l'Amicale des Algériens à Toulon, sans faire heureusement de victimes. Cet attentat raciste a été revendiqué par un certain «commando Delta 4», qui avait déjà revendiqué l'attentat contre les locaux d'un foyer Sonacotra à Toulon. Pendant ce temps, à Puteaux, le maire, Ceccaldi-Raynaud tente de réduire au silence l'Association de la Maison des Travailleurs Immigrés de Puteaux.

Sondages : menteurs ou longs à la détente ?

«Les sondages en déroute». C'était l'avis de Françoise Giroud au soir du premier tour. Celui aussi de Mitterrand qui avait fini par croire aux 28 % que lui promettaient ces mêmes sondages. Les méthodes utilisées par les Instituts de sondage seraient-elles d'une qualité douteuse ? La réalité est un peu plus complexe.

(Lire en page 7)

Les DOM-TOM à l'heure des élections

(Lire en page 10)

POLITIQUE

Les voix écologistes

COMPTER AVEC ELLES

● L'écologie ne semble pas autant préoccuper aux législatives qu'aux municipales de 77. Les problèmes des organisations politiques traditionnelles ont repris le devant de la scène. Le score officiel des écologistes au 1^{er} tour, 2,1 % a largement sous-estimé les voix des verts localement. Ils ont pourtant très souvent dépassé 4 % des suffrages, là où ils se présentaient, c'est-à-dire dans 200 circonscriptions environ.

Les candidatures communes au Front autogestionnaires ont encore contribué à minimiser les résultats. Il faut dire que, du point de vue des partis bourgeois, ils ont joué les empêcheurs de tourner en rond, refusant de se classer sur l'échiquier politique habituel.

Leurs points forts correspondent bien sûr à des zones particulièrement touchées du point de vue écologiques. Alsace, Bretagne, Normandie, Nord, Région Rhône Alpes, région parisienne.

Les meilleurs scores ne rejoignent pourtant pas complètement les espoirs nourris aux municipales : aucun des candidats n'atteint la barre décisive de 12,5 % des inscrits. Mais on enregistre quelques beaux succès. A proximité de Cruas, dans la Drôme, (où doit se construire une centrale nucléaire), les écologistes remportent jusqu'à 7,23 % des voix.

Dans la 8^e circonscription de la Manche, Ecologie 78, rassemble 12,6 % des suffrages exprimés, à Cherbourg, 9,6 %. Nous sommes tout près de Flamanville, lieu également choisi pour une centrale. C'est donc en regardant dans le détail que le vote écologiste prend toute sa signification. En Loire Atlantique le syndicaliste agricole investi par Ecologie 78, et soutenu par l'UOPDP, rassemble, avec 5,4 % des voix, les opposants à la centrale du Pellerin. Sur les 2 communes directement touchées par l'implantation, le Pellerin même et Chaix-en-Retz, le candidat obtient respectivement 19,5 % et 35 % des suffrages.

Ce score investit les écologistes d'un rôle non négligeable dans les affrontements du 2^e tour.

C'est à eux qu'appartient la décision de faire passer ou non les 2 députés sortants RPR (Manche 4^e et Loire Atlantique 8^e). Avec 5,25 % des voix à Rive-de-Giers, ils menacent le député sortant. Leur remarquable percée dans le Calvados notamment à Caen (5,47 %) a mis le député sortant PS, Mexandeau en ballottage.

Les 1 095 voix écologistes de Vendôme (Loire et Cher 3^e) décideront encore du sort de Desanlis CDS qui a raté sa réélection de 447 voix le 12 mars. Royer d'habitude toujours réélu au 1^{er} tour dans la 1^{re} d'Indre et Loire est cette fois en ballottage.

Détail cocasse, l'ex-ministre de l'environnement Pujade voit sa réélection menacée par les 4,6 % des écologistes !

A Paris, Lille, Grenoble, l'implantation écologiste est confirmée. Elle s'accroît dans l'Isère avec 6 % des voix partout, tout en décevant un peu à Grenoble même. Leur impact en Alsace n'est plus à démontrer : 8 % dans la 1^{re} du Bas Rhin, 9,5 % à Mulhouse. Dans 4 des 5 circonscriptions du Haut Rhin, leurs performances dépassent les scores du PC.

Mais on ne peut déterminer sûrement comment se comportera l'électorat vert au 2^e tour. Brice Lalonde déclarait lundi « Nous ne sommes pas propriétaires de nos voix, les électeurs écologistes feront ce qu'ils voudront ».

Les consignes du collectif sont beaucoup plus claires : « Les candidats d'Ecologie 78 ne se désisteront au second tour pour aucun parti ! ».

Quel que soit le résultat du scrutin de dimanche, il faudra désormais compter avec eux.

Le PCF et la rupture de la gauche

PROPHETES MAL INSPIRES...

● Pendant toute la période du sommet de la gauche, puis à diverses occasions (notamment la Conférence nationale du PCF), les commentateurs de la presse bourgeoise ont longuement et doctement ausculté les intentions du PCF lors de cette rupture. C'étaient les questions : le PCF se désistait-il ou non ? Mettrait-il à exécution sa menace de non-désistement si son score est inférieur à 21 % ? Et tous ces plunitifs de sonder les humeurs de Marchais.

Pour ce qui nous concerne, nous avons expliqué que les désaccords entre PS et PCF étaient réels et profonds, que chacun de ces partis avait un projet politique différent, le PS envisageant une gestion loyale du capitalisme tel qu'il est, le PCF pour sa part, voulant mettre en place un capitalisme d'Etat écartant en partie la bourgeoisie actuelle pour lui substituer une nouvelle bourgeoisie composée de

ses bureaucrates et de cadres, ingénieurs et techniciens proches de lui.

Mais si ces partis ont des objectifs différents, si leur cohabitation au pouvoir ensemble ne peut durer bien longtemps, il n'empêche qu'ils ont besoin l'un de l'autre dans un premier temps. Le PS a besoin du PCF pour se donner un visage de gauche ; le PCF, quant à lui, ne peut accéder au gouvernement et commencer à mettre en place son projet que par une alliance électorale avec le PS. Dans ces conditions, nous avons toujours pensé que ces deux partis finiraient par s'entendre, sous une forme ou sous une autre, pour leur permettre d'accéder au gouvernement.

Nous publions ici un rappel de citations de journaux datant de l'époque de la rupture, et qui se hasardaient à faire des pronostics. On pourra trouver également un rappel de nos analyses de l'époque.

Le Matin du 24-9-77 : « L'UG a-t-elle vécu ? »

Le Matin du 27-9 : « On vient d'entrer dans une nouvelle dynamique qui n'est plus un vrai débat : celle du dénigrement systématique. Si ce climat de suspicion devait se prolonger, la gauche risquerait de perdre non seulement les élections, mais sa finalité profonde. Les millions de Français qui ont mis leurs espoirs dans la gauche ne peuvent se satisfaire d'un cartel électoral purement tactique. Un cartel qui ouvrirait les vannes à toutes les combines que l'Union, autour d'un Programme commun à sa jusqu'à présent éviter. On reviendrait tout naturellement au chantage, au désistement, à l'échec. L'espoir n'était elle qu'un leurre ? »

Le Matin du 6-1-78 : « (...) Il est désormais acquis que c'est le soir du 12 mars que les communistes choisiront de se désister ou non en faveur de leurs partenaires ».

Le Matin du 7-1-78, à la veille de la Conférence nationale du PCF : « Selon toute vraisemblance la question à laquelle tout le monde attend une réponse : y aura-t-il ou non désistements réciproques au second tour ? ne sera



La rupture du 23 septembre a suscité la confusion chez bien des prophètes.

pas tranchée à l'issue de ces deux journées.

Le 9 janvier 78 Le Matin écrit : « Le PS est devenu majoritaire à gauche et le PC n'accepte pas d'aller au pouvoir dans ces conditions (...) »

(...) On notera que jamais depuis 45 les socialistes n'ont obtenu autant de voix que les communistes. Il n'est donc pas étonnant que cette éventualité traumatisante pour le PC, puisse le conduire à une réunion tactique déchirante. Pareil résultat constituerait pour Georges

Marchais un échec cuisant tel qu'aucun secrétaire général du PC pourrait s'en relever (...) Georges Marchais doit, d'abord, conduire son parti au succès électoral avant de se soucier de celui de l'Union de la gauche qui profiterait surtout au PS ». Lucide analyse ! Si le PC ne s'engageait pas à se désister il ne recevait pas les voix socialistes et n'aurait obtenu qu'une dizaine de député !

18-1-78 : « Tout fait penser que le PC subordonnera son désistement à un accord sur le Programme commun actualisé ».

Le 23 janvier, la confiance des journalistes du Matin dans les propos de Marchais : « Cela ne veut pas dire pour autant que les communistes sont prêts à gouverner à n'importe quel prix avec les socialistes. Les conditions posées à la Conférence nationale restent valables jusqu'au 12 mars : les candidats du PC devront obtenir entre 21 % et 25 % des voix pour donner à leur parti les moyens d'arracher au PS des concessions sur le Programme et des compensations réelles à leur faiblesse électorale ».

Le Quotidien de Paris n'a pas fait preuve de plus de lucidité.

Le 6 février titre de la page 2 : « Le PC veut-il vraiment la victoire de la gauche ? », l'article se conclut « de plus en plus, il nous montre qu'il préfère

rester le puissant parti d'une opposition de gauche que le second au pouvoir ».

Le 7 février, Burg dans ce journal envisage que le PCF change de stratégie s'il ne parvient pas à faire céder le PS « et qu'il maintienne ses candidats au 2^e tour ».

Le lendemain de la Conférence nationale du PCF, Tesson directeur du Quotidien de Paris signe un éditorial dans lequel on peut lire que le pari de Marchais est : « Puisse la gauche plutôt que le PC perdre 1 % des suffrages ! »

Le Monde 24 sept : « Socialistes et communistes ont achoppé sur une dualité d'intentions et de stratégie ».

Il reste que le risque pris par le PCF de ne pas aller au pouvoir après avoir tant œuvré pour cela et tant fait de concessions demeure, pour une part, inexplicable ».

Le Monde 15 sept : « La démarche du PCF s'inscrit dans une continuité historique, bien que n'ayant absolument pas renoncé à participer au pouvoir dans le cadre de l'Union de la gauche, il serait disposé à retarder l'échéance si les conditions du succès de cette espérance ne lui paraissaient pas réunies. Les dirigeants communistes ont l'impression que leur parti peut encore attendre si le besoin s'en fait ressentir ».

...Et le point de vue du PCR ml dans le Quotidien du Peuple

Après la conférence nationale du PCF, le Quotidien du Peuple, analysant la situation à gauche, rejetait nettement l'idée que le PCF pourrait renoncer au pouvoir dans l'immédiat.

cf QdP du 8-9.12.7

...Examinons ces différentes hypothèses :

1) Le PCF n'est pas intéressé par la participation au gouvernement au lendemain d'une victoire de la gauche en mars.

Que ferait-il alors, dans la mesure où la volonté du PCF, toute sa politique, tous ses plans, ses projets, ses budgets l'attestent, est d'avoir le pouvoir.

Il ne peut adopter une solution du type compro-

mis historique, impliquant un score électoral approchant de la majorité absolue. Cela signifierait pour lui, remettre ses possibilités d'accession au pouvoir à des temps bien lointains, alors que la situation politique de la France en crise aurait considérablement changé...

...3) La participation du PCF au gouvernement après mars sur la base d'un accord reste la solution qui va le plus dans les intérêts du parti de Marchais et comme nous l'avons vu, dans les intérêts de Mitterrand...

... Le tout est de savoir quel type d'accord peut être signé et quand...

... Certes, l'idée d'un Programme commun tel

qu'on l'a supportée pendant cinq ans est définitivement morte, mais bien des variantes sont possibles à compter du moment où les deux « partenaires » y ont intérêt aujourd'hui...

Conférence Nationale du PCR (ml) dont le compte-rendu a été publié dans le Quotidien du 17 janvier.

(...) Toute la stratégie du PCF depuis des années est orientée vers cette accession au gouvernement, grâce à l'Union de la gauche. De nombreuses conditions sont aujourd'hui réunies pour favoriser l'accession du PCF au gouvernement, conditions qui, du fait de l'évolution des rapports de forces et de la

Nouvel accord Mitterrand - Marchais - Fabre

LES MILITANTS DU PCF DOIVENT S'INTERROGER

«Ils (Barre et Peyrefitte) confirment qu'il n'y a pas de victoire possible si la gauche ne reçoit pas du suffrage universel le mandat explicite d'appliquer réellement un programme de gouvernement précis et actualisé. Renvoyer toute discussion à ce sujet après les élections, comme vient de le faire Mitterrand, revient donc non seulement à refuser les moyens de la victoire, mais la victoire elle-même». Editorial de l'Humanité signé Francette Lazard, le 11 février.

«Dans cet esprit, dès lors que le pays leur aura accordé sa confiance, ils (les partis de gauche (NDLR)) s'engageront à poursuivre, à partir du Programme commun de 1972 et les dispositions déjà adoptées dans le cadre des travaux conduits en 1977, la négociation visant à mettre au point le programme qui deviendra le contrat de législature que le gouvernement d'Union de la gauche sera chargé d'appliquer». Déclaration commune des partis de gauche, 13 mars.

«... Mais surtout le PS octroie un nouveau cadeau aux patrons : sous le prétexte de «payer» le SMIC à 2 400 francs, les entreprises verront leurs charges sociales réduites de 200 francs par

salarié. Cela représente un pactole de 27 milliards. Ces 27 milliards seront payés par l'État à la sécurité sociale. Au-delà de ce financement public du capital — le contraire de ce qu'il faut faire —, cette mesure est particulièrement intolérable». Humanité du 15 février, page 3.

«Ces mesures sociales seront assorties, en fonction des besoins, d'un allègement des charges pour les petites entreprises, du commerce, de l'artisanat, et d'une manière générale des industries de main-d'œuvre». Déclaration des partis de gauche, 13 mars.

«Quant à Claude Estier, secrétaire national, il confirme dans l'Unité que le PS n'a pas l'intention de discuter de ce programme mais a seulement le souci «d'élaborer une déclaration politique commune». «Ainsi, sous le couvert d'une avance, le parti socialiste ne propose ni plus ni moins qu'un marchandage des voix qui sacrifierait le Programme commun (il refuse toute discussion sur ce point) au profit d'une déclaration d'intention». L'Humanité du 10 février, page 3.

«Disons-le clairement : la notion de discipline républicaine est à reléguer au musée de l'histoire, entre le rouet, la lampe à l'huile

et les occasions manquées». Andrieu, Humanité du 9 février.

«Le PS, le PCF et le MRG décident le désistement réciproque de tous leurs candidats pour les candidats de gauche arrivés en tête au premier tour. Ce désistement nominatif figurera sur le circulaire, etc». Accord de la gauche, 13 mars.

«A combien estimez-vous l'influence du PCF nécessaire pour aboutir à un accord avec le PS?»

«J'ai dit que 21 % ce n'était pas suffisant, et que 25 % ce serait bien. C'est aux Français et aux Français de décider». Marchais devant les journalistes, le 6 février.

Le PCF a obtenu dimanche 20,5 % des voix, et le 13 à 22 h il concluait un accord avec le PS.

On pourrait ainsi multiplier les exemples de contradictions dans les propos du PCF depuis quelques semaines. Cela n'a au fond rien de très original de relever de telles contradictions dans un parti qui en fourmille ; le PCF n'a-t-il pas maintenu pendant cinq années que Mitterrand était un homme de gauche avant de «découvrir» qu'il virait à droite. Tout la question est de savoir comment ce nouveau virage à 180° va être pris par les militants

de base. C'est que cette fois-ci, les choses ont été quelque peu précipitées, du fait des nécessités du calendrier. Certes, dès le mi-février, le chiffre de 21 % au premier tour a été passé sous la trappe ; certes, depuis 15 jours, Marchais parlait plus d'un «bon accord» que d'un «bon programme bien actualisé». Il n'empêche que les questions ne vont pas manquer au sein du PCF, notamment de la part des militants anciens qui savent à quoi s'en tenir quant aux socialistes. Ceux-là ont peut-être cru à la sincérité des arguments anti-PS de Marchais. Ils sont aujourd'hui dérompés. La manière dont vont se dérouler les discussions au sein du PCF, la manière aussi dont les communistes vont mener le débat avec ces militants trompés, est d'une grande importance dans la période. Plus que jamais, Marchais donne des militants de son parti l'image de gens manœuvrables à merci, à qui on peut faire tout et n'importe quoi. Et ce n'est qu'un avant goût de ce qui se passerait après mars, si la gauche passait.

Plus que jamais, les militants et sympathisants du PCF doivent ouvrir les yeux. Pour Marchais, ils ne sont que des pions bons seulement à coller des affiches... et mettre le bon bulletin dans l'urne le 19.

RENCONTRE CHIRAC - LECANUËT

La rencontre Chirac-Lecanuët, mardi, n'aura duré qu'une heure. Les deux hommes auxquels s'était joint Motte, du CNI, sont rapidement tombés d'accord pour lancer un appel au désistement en faveur des candidats de droite les mieux placés.

On murmure que l'Elysée avait fait pression pour que ce soit l'ancien ministre d'Etat qui se rende au rendez-vous plutôt que Soisson «qui ne fait pas le poids». Pourtant, Lecanuët... Même à force électorale quasiment égale, l'UDF craint encore les diktats du RPR.

DÉSISTEMENTS : «BAVURES» A DROITE ET A GAUCHE

Depuis mardi soir, les candidatures pour le deuxième tour sont arrêtées. A droite comme à gauche, c'est en principe le désistement automatique. Mais quelques «bavures» se sont produites. A Montpellier, le candidat RPR a annoncé son maintien à côté du candidat UDF Delmas, contre Georges Frêche, député socialiste sortant. Selon l'état-major RPR, «l'affaire» devrait se régler ce mercredi.

A gauche, on notera que dans la 3^e circonscription du Cher, le radical de gauche Blanchard a appelé «tous les électeurs de la gauche non-communiste» à voter pour le RPR Papon contre le candidat du PCF Bilbeau ! S'il en était ainsi, Papon pourrait conserver un siège très menacé. Le MRG a menacé d'exclure son candidat récalcitrant s'il ne revenait pas sur ses déclarations.

**LE CAPITALISME C'EST LA CRISE
LA GAUCHE C'EST TOUJOURS LE CAPITALISME
NI VRAIE DROITE, NI FAUSSE GAUCHE
AU DEUXIEME TOUR :
ABSTENTION REVOLUTIONNAIRE
PRÉPARONS LE TROISIEME TOUR DES LUTTES
AVEC LE PCRml, PRÉPARONS LE SOCIALISME, LE
POUVOIR DES OUVRIERS ET PAYSANS**

Meeting de la section de l'Yonne du PCRml

Avec un camarade du Comité central

Vendredi 17 mars - 20 h 30

SALLE POLYVALENTE A TONNERRE

STANDS :

- SUR LE SOCIALISME QUE NOUS VOULONS
- SUR LA JEUNESSE
- SUR LES PAYSANS...

Paris :

Succès du meeting unitaire des marxistes-léninistes

C'est mardi soir à Paris que se tenait le meeting unitaire des marxistes-léninistes à l'appel du PCMLF et du PCR ml, pour annoncer la position des marxistes-léninistes au second tour, tirer un premier bilan de la campagne électorale, et tracer les perspectives pour le troisième tour celui des luttes. C'est une assise nombreuse qui avait répondu à cet appel puisque la salle du haut de la Mutualité était comble.

Avant le début du meeting, on put suivre sur des téléviseurs disposés dans la salle, les courtes cinq minutes concédées à l'UOPDP par la bourgeoisie dans le cadre de la campagne électorale télévisée, où André Druésne et Nicole Balland, après avoir dénoncé la droite qui relève la tête, et la gauche qui camoufle ses divergences en signant un accord vide, appelèrent les travailleurs à rejoindre l'UOPDP pour préparer les luttes d'après mars.

Puis sous la présidence

d'André Druésne, le camarade Max Cluzot, secrétaire général du PCR ml, et le camarade Jacques Jurquet, directeur politique de L'Humanité Rouge prenaient tour à tour la parole.

Dans une salle attentive, Max Cluzot commença par montrer comment les résultats du premier tour de scrutin, loin de déjouer la situation de crise permanente qui caractérise les rapports entre les différents partis bourgeois, n'avait fait que l'aggraver : quel que soit le résultat de dimanche prochain, la coalition gouvernementale qui en sera issue disposera d'une marge de manœuvre réduite et d'une unité très précaire pour affronter les mouvements de luttes qui inévitablement éclateront. Dans ces conditions la crise ne pourra que s'aggraver. Analysant ensuite le résultat obtenu, par les listes de l'UOPDP, Max Cluzot montra combien il devait être jugé comme encourageant : les 28 000 voix obtenues par les candidats de l'UOPDP dans le

quart des circonscriptions, constituent un premier acquis non négligeable, surtout si on le rapporte au fait que c'est la première que nous nous présentions, au fait que notre campagne a été extrêmement brève puisque l'UOPDP ne s'est constituée qu'à la fin du mois de janvier, au fait que nous avons fait une campagne politique extrêmement claire et délimitée politiquement, n'hésitant pas à aller à contre courant sur les points où cela était nécessaire. Dans ces conditions, c'est un résultat encourageant qui a été obtenu et qu'il s'agit aujourd'hui de développer, en renforçant l'UOPDP. «Aussi faut-il nous préparer à élargir très sensiblement notre union, à rassembler avec nous ces travailleurs déçus, ces syndicalistes peu souples, ces militants de bases des partis de gauche, qui ouvrent les yeux à la réalité bourgeoise de leurs partis en fait tous ceux qui comme nous entendons mener les luttes de l'après mars quelle que soit la coalition qui l'ait emportée, sur des fermes bases anti-capita-

listes et anti-révisionnistes». En indiquant cette voie, le camarade Max Cluzot souligna le lien qui unit la tâche de construction de l'UOPDP et la progression de l'unification des marxistes-léninistes, soulignant que l'un des principaux acquis de cette campagne était d'avoir favorisé le rapprochement des marxistes-léninistes, et que le PCR ml ferait tout pour sa part pour que cette année ne s'achève sans voir réaliser l'unification des marxistes-léninistes.

Puis ce fut au tour de Jacques Jurquet de prendre la parole. Il montra que les marxistes-léninistes avaient été les seuls à dénoncer la politique de concession de l'impérialisme français face aux pressions des deux superpuissances ; qu'ils avaient été les seuls à dénoncer les interventions colonialistes et néocolonialistes de l'impérialisme français en Afrique, ainsi que dans les DOM-TOM. Il dénonça vigoureusement l'exploitation et le racisme dont sont victimes les travailleurs immigrés. Bros-

sant un tableau de la situation internationale, il dénonça les dangers de guerre que fait courir la rivalité des deux superpuissances, et en particulier l'intervention du social-impérialisme soviétique dans le Corne de l'Afrique. Revenant sur la campagne des marxistes-léninistes il a notamment déclaré : «A l'occasion de la bataille politique des élections législatives, ces deux partis ont agi de concert pour favoriser la naissance et l'essor de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne. Ils ont de la sorte mis en place les bases d'un mouvement de masse, qui a permis à des travailleurs sans parti de participer aux luttes contre les partis de droite et de gauche. L'UOPDP fournit l'expérience concrète d'une pratique destinée à gagner les masses et à agir avec elles. En ce sens, le bilan de son activité pendant les élections législatives mérite d'être dressé par le jeu d'un débat démocratique le plus large possible, et ce bilan permettra sans nul doute d'améliorer efficace-

ment la conception initiale et l'activité ultérieure de l'Union». Il se félicita particulièrement que la victoire et le développement de l'UOPDP ait conduit les militants du PCR ml et du PCMLF à travailler ensemble sur des perspectives communes, et que de ce fait en un peu plus d'un mois les progrès de l'unification des marxistes-léninistes ont été plus décisifs qu'au cours de deux années écoulées, ouvrant nettement la perspective du rassemblement dans un seul parti des marxistes-léninistes.

Le meeting se termina par des chants interprétés par La Lyre des travailleurs, chorale dynamique animée par des militants de l'Humanité Rouge venue tout exprès du Nord de la France. Plusieurs chants connus du mouvement ouvrier ont été interprétés ainsi que des créations propres de la chorale.

Enfin le meeting devait se clore par la projection devant une salle fort attentive du film Pour demain réalisé par des militants du PCR ml ; celui-ci fut fort applaudi.

Invité du «Club de la Presse»
sur *Europe 1* mardi soir

MARCHAIS L'ACROBATE

«C'est sous le titre «*Rassembler de nouveaux suffrages*» que le journal *L'Humanité* de mercredi rend compte de la prestation (une de plus) de Georges Marchais au «Club de la Presse» d'*Europe 1* de mardi soir.

Titre qui résume parfaitement la recherche éperdue de voix à laquelle s'est livré le secrétaire général du PCF, comme l'a fait aussi son compère Fiterman dans l'émission télévisée du même soir. Tous deux ont donc multiplié les sourires à tous ceux qui ont voté pour les candidats d'extrême-gauche, des écologistes ou des femmes, en évitant de regarder de trop près pourquoi ils avaient refusé d'appuyer les partis de gauche.

Marchais s'est contenté de suggérer que «ce qui se passait à gauche» avait pu les dissuader de voter pour ces partis. Maintenant qu'il y a, à en croire Marchais, un «bon accord», il n'y aurait paraît-il aucune raison de ne pas voter pour la gauche. D'où un «appel» à ce million et demi d'électeurs, en leur tendant une perche un peu grossière : «Puisque vous souhaitez le changement... il vous faut être avec la gauche. Puisque le programme commun n'est pas terminé, puisqu'il n'est pas actualisé, qu'il reste à le parfaire sur les objectifs et les moyens, commencez donc à battre la majorité et après venez participer au débat avec nous». Et d'ajouter en s'adressant au journaliste de *Liberation* : «Je n'élimine personne».

Voilà qui ne manquera pas de faire frémir d'aise les trotskystes de tout bord s'échinant depuis lundi à mener campagne pour les partis de gauche. Mais il est pour le moins paradoxal de camoufler l'absence de programme clair de la gauche sur des points comme les nationalisations ou la défense, en politique d'«ouverture» !

Après avoir répété sur tous les tons que la réactualisation du programme commun était une nécessité absolue, qu'il ne suffisait pas de promettre des améliorations mais de «s'en donner les moyens» par les nationalisations notamment, Marchais s'est livré à un long exercice d'acrobate pour «démontrer» que l'accord de lundi est un «compromis acceptable». Alors que la question du Programme a alimenté une querelle de six mois, voilà que soudainement, en l'absence de «programme» réactualisé, «la gauche peut commencer à gouverner». Voilà que la promesse du PS de rediscuter de l'actualisation suffit, voilà que les modalités très floues de la participation de ministres PCF au gouvernement «satisfont raisonnablement aux règles de la démocratie», voilà qu'après avoir proclamé que «21 % ce n'est pas suffisant et 25 %

ce serait bien». Marchais estime que «20,6 % ce n'est pas mal». S'il est douteux que tous les militants du PCF digèrent sans difficulté toutes ces couleuvres, il l'est encore plus que les travailleurs montrent cet immense enthousiasme que Marchais, au mépris de la vérité, n'a pas craint de leur attribuer.

Marchais n'a fait que leur répéter au fond une fois encore : «Votez pour nous les yeux fermés et faites-nous confiance pour après». Que les voix des travailleurs ne soient pour lui qu'une masse de manœuvre pour appuyer son projet propre face à celui du PS, Marchais l'a encore confirmé mardi soir en répondant à une question sur les concessions qu'il pourrait faire au PS lundi prochain : «Nous verrons ça lundi». C'est sans doute ce qu'il appelle «grand débat démocratique au grand jour»...

«Je n'avais jamais vu ça à Montreuil !», c'est ce que disait un participant en sortant de la réunion publique de l'UOPDP à Montreuil, vendredi 10 mars.

Nous étions une soixantaine de personnes et, c'est vrai, les interventions et les débats nous avaient tenus en haleine et nous avaient enthousiasmés.

Les deux candidats ont commencé par présenter la situation politique d'ensemble puis, en particulier, celle de Montreuil. Ensuite une camarade rend compte du travail d'enquête qu'a fourni le groupe «emploi-licenciements» du Comité. Elle nous montre ce qu'est la réalité de la crise sur notre ville : tout le secteur électronique a fui, la multitude de PME qui ont fermé ou jeté au chômage des milliers de travailleurs, 4 500 à Montreuil.

Elle souligne également toute la responsabilité que

Avec ou sans accord

LA GAUCHE NE DONNE AUCUNE GARANTIE AUX TRAVAILLEURS

En se quittant dans la nuit du 22 au 23 septembre, les dirigeants de la gauche emportaient avec eux de sérieuses divergences. Au cours des deux jours de négociations, les désaccords s'étaient exprimés sur les nationalisations (quels types de filiales faut-il nationaliser), la défense nationale (faut-il ou non un référendum sur l'armement nucléaire), la hiérarchie des salaires (écart de 1 à 5, plus, ou moins ?) l'impôt sur le capital (quel taux, à partir de quelle somme ?), la gestion démocratique (quelle composition des conseils d'administration des entre-

prises nationalisées), les institutions (faut-il scinder en deux ou non certains ministères...), et d'autres points encore.

Autant de questions clés qu'on ne retrouve à aucun moment dans le texte commun aux partis de gauche signé lundi soir.

Hormis la question de la présence de ministres PCF dans le futur et hypothétique gouvernement de gauche, hormis la question centrale du désistement, l'accord stipule cependant quelques mesures à mettre en œuvre immédiatement par la gauche au pouvoir.

Le SMIC à 2 400 F pour 40 heures : cette dis-

position figure à la fois dans les propositions du PS et dans celles du PCF.

L'augmentation des allocations familiales, dès le premier enfant, de 25 % en avril, et de 50 % d'ici le 1^{er} janvier 1979 : c'est la position du PS, tandis que le PCF proposait 50 % tout de suite.

Le minimum vieillesse à 1 300 F : le PS proposait 1 200, le PCF 1 300.

L'allocation chômage à deux tiers du SMIC pour les chargés de famille, et à 50 % du SMIC pour les autres : PS et PCF étaient déjà d'accord. L'accord prévoit ensuite des négociations patronat-syndicats

au cours desquelles le gouvernement proposera :

Une hausse différenciée du pouvoir d'achat : dans la mesure où aucun chiffre n'est cité quant à l'éventail des salaires, tout le monde est d'accord.

La création de 500 000 emplois, dont 210 000 dans le secteur public : le PS et le PCF proposaient la même chose.

Abaissement de l'âge de la retraite à 60 et 55 ans : accord là aussi entre le PS et PCF.

Ajoutons une proposition du PS que le PCF a dû accepter : un cadeau aux patrons pour compenser la hausse des charges sociales.

Abrogation des ordonnances de 67 sur la sécurité sociale : accord encore une fois.

5^e semaine de congés payés.

Quant aux nationalisations, à l'indexation de l'épargne, à l'impôt sur la fortune, ou à l'impôt sur le capital, aucun chiffre n'est avancé, ce qui facilite bien évidemment l'accord !

En dehors du problème de l'accession au pouvoir, voulue par chacun des trois partis, on peut tirer au moins deux conclusions de cet accord dans sa partie «mesures sociales».

D'une part, Mitterrand s'il était premier ministre, aurait les mains libres, et ne serait contraint par aucun texte écrit : le retour aux 40 heures, la création d'emploi, le type d'impôt et les taux à mettre en place restent du domaine de l'aléatoire. En ce sens, le PCF cède sur pratiquement toute la ligne, lui qui disait qu'il plaçait l'intérêt des travailleurs au-dessus de tout.

On objectera le SMIC, ou les allocations familiales. Mais quelle sera donc la situation d'un gouvernement de gauche ? D'un côté, ministres PS et ministres PCF seront censés collaborer étroitement, en faisant jouer la «solidarité», mais d'un autre côté, au même moment, les partis s'empoigneront pour définir le contenu du Programme commun. La contradiction est patente, surtout si on se rappelle la manière dont c'est déroulées la polémique jusqu'à il y a quelques jours.

De ce point de vue, avec ou sans programme, avec ou sans accord, la gauche au pouvoir ne constitue en rien une garantie pour les intérêts des travailleurs. Leur seule garantie, aujourd'hui comme hier, c'est de prendre leurs affaires en main.



Une poignée de mains que nombre de militants de base du PCF auront du mal à digérer.

Compte-rendu de la réunion-débat UOPDP de Montreuil

portent les élus de la gauche et les directions syndicales locales qui ont laissé frapper par les licenciements bon nombre de travailleurs, maintenant leurs luttes dans l'isolement : deux entreprises, éloignées l'une de l'autre par un pâté de maisons, ignoraient qu'elles étaient toutes les deux en lutte !

Le groupe de travail sur le logement nous décrit une lutte menée sur le quartier de la Noue. Aujourd'hui, dans les quartiers, beaucoup de gens ne peuvent payer leurs loyers et les charges trop élevées, ce qui veut dire saisies et coupures.

Face à cette situation, il nous faut agir, et vite.

Les interventions suivantes ont exposé les luttes en cours. Deux employés du Cadastre présentent la grève qu'ils ont menée contre les conditions de travail et les licenciements

de vacataires et les obstacles dressés par la CGT : «A quoi pensez-vous ? Entrer en grève à si près des élections !»

Puis un délégué des résidents du foyer SONACOTRA de La Noue à Montreuil, après avoir dénoncé ces élections truquées où les travailleurs immigrés sont interdits de vote, les agressions et les assassinats racistes impunis et les manœuvres du PCF, qui a toujours cherché à isoler leur lutte puisqu'il ne pouvait pas la contrôler, mit l'accent sur la nécessité de s'unir pour tous les travailleurs, Français et Immigrés.

Des postiers de Montreuil, en grève depuis 24 heures à peine, ont expliqué à leur tour leur lutte : la nouvelle restructuration vient alourdir davantage leur travail, déjà bien assez pénible. Ils nous parlent

aussi du mauvais coup de la mairie PCF qui, ayant eu vent de leur grève, leur a fait distribuer la date prévue les professions de foi électorales des candidats.

Des camarades antillais ont ensuite dénoncé l'exploitation de leurs pays par la bourgeoisie française et les projets très approchants de la gauche, les conditions de vie et de travail faites aux travailleurs des DOM-TOM, et ils ont proposé la mise en place d'un groupe de travail et d'enquête.

Toutes ces interventions furent entrecoupées de questions permettant d'approfondir et d'enrichir le débat, et seule l'heure tardive obligea à interrompre des discussions passionnantes sur le socialisme.

Correspondant
Montreuil

Nicolas DUVALLOIS

Dunkerque : réparations navales en grève

LES PLANS DU PCF LAISSENT SCEPTIQUES

La crise dans la réparation navale à Dunkerque depuis 3 mois vient de déclencher un mouvement d'ensemble. Les 3 principales entreprises, Béliard, Ziegler, Flandres Industrie, sont en grève. Les Chantiers de France rachètent Flandres Industrie. Condition : 114 licenciements, 80 % du personnel est en grève avec occupation et assemblée générale tous les matins.

Le travail a repris lundi pour la négociation. Des reclassements sont proposés aux Chantiers de France, mais nombre de travailleurs n'y croient pas : dans cette entreprise, ils retournent déjà aux 40 heures, sans compter les pertes d'ancienneté et la déqualification.

A Béliard, les revendications sont différentes. Depuis plusieurs mois, la direction pratique les heures de creux à 85 %. Les ouvriers demandent d'être payés à 100 %. A Ziegler, racheté par Dubigeon Normandie, la méthode du patronat est pratiquement la même, le chômage partiel. Chaque matin, les ouvriers se présentent sans savoir s'il y aura du travail ou non. Les



heures perdues sont payées à 50 %. Ce qui est demandé avant tout, c'est la fin du chômage.

Les travailleurs n'espèrent guère des élections. « Si c'est la gauche, ce sera pareil : chômage partiel, licenciements. On fait de la réparation des petits bateaux, or il n'y en a plus. »

Le syndicat CGT de la métallurgie navale de Dunkerque a tenu mercredi

dernier un meeting sur la situation à la Construction Navale. Ils ont fait leur proposition d'une « politique cohérente conservant le plein emploi », en fait la planification style PCF. Pas mal de grévistes n'y sont pas allés, et ne connaissent pas les propositions qui y ont été faites. « De toutes façons c'est pour les élections », disent-ils.

Les patrons, réfugiés avec leurs cadres dans la

chambre patronale, demandent l'enlèvement des piquets de grève avant de reprendre toute négociation. Même si les syndicats accèdent à cette exigence, la lutte n'est pas terminée. La restructuration à Dunkerque en est à son début, et on ne sait pas encore comment évoluera la situation.

Corr. Dunkerque

Belfort : UDD-FIM en grève

«Rattrapage du pouvoir d'achat quel que soit le parti qui passe»

Le 6 mars, à 4 heures du matin, une centaine de travailleurs d'UDD-FIM, du département «fil isolé» décidaient la grève. Il s'agissait des ouvriers des ateliers émaillage, vupage, et des services annexes de ces ateliers (réparation machines), tous en 2x8, 3x8, ou feux semi-continus.

En février, un cahier de revendications avait été déposé par les travailleurs, demandant 50 F pour tous, comme rattrapage sur les salaires de 1977. La direction ayant refusé toute négociation, la grève était donc décidée, votée très largement par le personnel, au cours d'une assemblée générale le mardi. Le mercredi, les travailleurs occupaient les expéditions, et face au blocage de la direction, ils répondaient par de nouvelles revendications : réduction d'horaires d'une demi-heure par semaine, garantie du salaire en cas de maladie, et paie des jours de grève.

UN PASSÉ DE LUTTE

C'est qu'en décembre, la direction licenciat, déjà au nom des difficultés financières de l'entreprise, 33 personnes, principalement dans le département «isolants». Cependant les travailleurs d'UDD-FIM ne se laissaient pas impressionner par ce genre de discours et engageaient la lutte pour la réintégration de leurs camarades, principalement des femmes. Des manifestations, des grèves avaient alors lieu, et dernièrement, deux ouvrières ont été réintégrées, accompagnées dans l'usine par tous les licenciés. Les licenciés se sont organisés et se réunissent régulièrement. Aujourd'hui, la lutte continue : «Vivre et travailler au pays, telle est notre volonté» déclare la CFDT dans un tract.

En avril 76, les travailleurs d'UDD s'étaient déjà battus, notamment sur les classifications, sur les primes de vacances, et au bout de 15 jours, avaient obtenu une victoire. Des actions ont permis également qu'aujourd'hui, l'utilisation de l'amiante soit pratiquement supprimée, alors que dans certains ateliers les ouvriers travaillaient dans la poussière d'amiante. Il y a un an et demi, le service «expéditions», après un jour et demi de grève, obtenaient satisfaction sur les conditions de travail.

ET LES ÉLECTIONS ?

Aujourd'hui, les grévistes entament la deuxième semaine de grève. Et les élections ? «Ça ne change rien, les travailleurs veulent le rattrapage du pouvoir d'achat, que ce soit n'importe quel parti qui passe» dit un délégué. Nous sommes dans le local syndical, il est bientôt dix heures, les délégués CGT et CFDT qui nous ont fait le compte-rendu de cette lutte, vont se rendre à une nouvelle A.G. des grévistes. La direction menace de mettre la boîte en chômage technique. «Mais dans ce cas, l'ensemble des travailleurs refusait» dit un délégué. «Mais que proposer ?». C'est la question, au moment des élections. Une chose est sûre : les travailleurs d'UDD affirment la voie de la lutte.

Corr. BELFORT

45^e jour de grève à la Caisse d'allocations familiales (Rue Viala 15^e)

PAS DE TREVE ENTRE LES 2 TOURS

Les employés de la Caisse d'allocations familiales de la rue Viala sont en grève depuis le 31 janvier. A leur revendication de classement au niveau 6 pour tous les ATHQ, c'est-à-dire les employés qui mettent à jour et classent les fiches des allocataires, la direction de la CAF a proposé un

reclassement suivant l'ancienneté, ce qui constitue une manœuvre de division. Cette proposition a été rejetée par les employés qui sont massivement présents aux assemblées générales où chaque jour la grève est reconduite.

L'épicière n'en revenait pas d'un tel déploiement de forces de l'ordre : au beau milieu de l'avenue de Ségur, dans le 7^e arrondissement, stationnaient 3 grands cars bleus et grillagés autour desquels avaient pris position quantité de gardes mobiles. «On se demande qu'ils attendent avec leurs boucliers !»

Au loin, une rumeur, «ils» arrivent : c'est la sixième délégation des employés de la CAF devant le ministère de la santé. Environ 200 personnes en majorité des femmes, six délégués syndicaux et deux délégués «de service» réussissent à pénétrer dans le hall du ministère : ils y resteront plus d'une heure en vain, madame Veil ne voulant décidément pas entendre parler de leur lutte.

Pendant ce temps là, à quelques centimètres des flics, des chansons s'envelopaient tandis que les discussions vont bon train. Un certain nombre de grévistes pensent que de toute façon les négociations resteront au point mort entre les deux tours des

élections. C'est l'explication qu'ils donnent à une baisse assez sensible de la mobilisation.

Pour la majorité d'entre elles, en tous cas, il n'est pas question de céder maintenant : «Pourquoi travailler cette semaine pour reprendre la grève lundi ! Quel que soit le gouvernement, droite ou gauche, on veut obtenir satisfaction.» «De toutes façons, cette grève est partie de la base. On s'est toutes mises en grève parce qu'on ne pouvait pas accepter de faire encore plus de travail pour ce qu'on gagne.»

L'opposition de la CGT à l'occupation par les grévistes du centre ordinateur point stratégique s'il en est, a soulevé de nombreuses interrogations. Ainsi, d'ailleurs que l'inconsistance du soutien apporté par les partis de gauche : «Quel souci aura la gauche de nos revendications quand on voit tout ce qui a été fait pour censurer notre lutte. Personne n'en a parlé, nous ne sommes presque pas soutenues.» «Moi, j'ai bien l'impression que la gauche

au pouvoir n'hésiterait pas, comme on est un service social, à nous demander de reprendre le travail sans rien en faisant appel à notre conscience.» Quelques employées regrettent qu'un véritable débat n'ait pas pu se tenir, malgré la forte participation à la grève. La majorité des femmes se trouve confrontée à des problèmes de garde d'enfants entre autres, qui n'ont pas été suffisamment mis en avant et discutés pour être solutionnés collectivement.

Aux Batignolles, la direction a tout fait depuis des années pour entretenir la division entre deux ateliers, celui de la mécanique et celui de la chaudronnerie. L'atelier avait de grosses commandes, russes en particulier. La direction a donc embauché des jeunes OS venant de la campagne, qui n'avaient pas de tradition de lutte, et a même construit un mur à l'intérieur de l'usine pour que la chaudronnerie ne

soit pas «contaminée» par la mécanique. Mais récemment, une commande russe a raté et la chaudronnerie ne travaille plus que 35 heures. La maîtrise en profite pour resserrer la discipline et augmenter le rendement. Cette fois, les ouvriers refusent de faire la production demandée. L'un d'eux est convoqué par la direction. Il s'énerve et lance à un chef des propos qui lui vaudront une mise à pied,

Pour l'heure, les grévistes sont également confrontés à des problèmes financiers de plus en plus aigus : la moitié du salaire du mois de mars seulement va leur être versée. La collecte de soutien a rapporté 91 184 F, ce qui est très bien mais encore insuffisant.

Malgré un manque de perspectives, (seul le principe d'un bal de solidarité ayant été avancé), la détermination des ATHQ grévistes reste entière.

Catherine MEGEVAND

Licenciements aux Batignolles

puis son licenciement. Le lendemain, la chaudronnerie débraie immédiatement, suivie de la mécanique. Mais les directions syndicales ne sont pas chaudes pour que l'action se poursuive et, l'ancienne division n'étant pas effacée complètement, c'est une lutte difficile qui s'annonce pour la réintégration du licencié.

CAMPAGNE DE PRESSE DE LA DIRECTION

D'après une enquête APL

La liberté d'association à Puteaux

LA MAISON DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS FERMÉE PAR CECCALDI RAYNAUD

● Au moment où, pour glaner quelques précieuses voix, les partis de droite et de gauche multiplient leurs déclarations sur la défense des libertés et, entre autres, de la liberté d'association, il est bon de rappeler quel sort est fait régulièrement aux associations populaires, dans les municipalités, dès que leur activité prend un tour progressiste, et qu'elles échappent au contrôle politique de la bourgeoisie. La Maison des Travailleurs Immigrés de Puteaux peut en témoigner. Et elle le fait.

La Maison des Travailleurs Immigrés de Puteaux fonctionne depuis 68 comme lieu de rencontres et d'alphabétisation. Elle donne naissance au premier festival des travailleurs immigrés en 75. Après le départ de la CIMADE (qui servait de support juridique), le groupe d'animation locale décide de se constituer en association autonome, l'AMTIP. Pour organiser l'alphabétisation et l'animation culturelle, l'AMTIP demande une subvention au Fonds d'Intervention Culturelle. Cette subvention (270 000 F) est accordée sous réserve de l'accord de Ceccaldi Raynaud, maire de Puteaux.

LA POLITIQUE D'OBSTRUCTION

Face aux démarches de l'AMTIP, la municipalité répond par le silence, le refus, la répression. Voici le détail des rapports avec les élus locaux.

— Début septembre 77, le contact est pris avec

deux conseillers municipaux qui, malgré un contact téléphonique ne jugent pas utile de recevoir l'association.

— La secrétaire générale du Fonds d'Intervention Culturelle obtient de Ceccaldi Raynaud le principe d'un rendez-vous avec l'AMTIP. Malgré un coup de téléphone immédiat de l'AMTIP, elle n'arrive pas à obtenir de rendez-vous. Elle demande audience par lettre.

— Le 3 novembre le projet de subvention est approuvé par le conseil interministériel.

— Le 4 novembre, le secrétariat ne sait plus exactement si ce rendez-vous est maintenu ou annulé et promet de rappeler...

— Sans nouvelles, l'AMTIP rappelle la mairie le 7 et apprend que le rendez-vous est annulé : «Monsieur Ceccaldi remanie ses services municipaux...»

— Le 8 novembre, l'AMTIP apprend l'existence d'une lettre dans laquelle il affirme son opposition totale au projet !

— Le 16 novembre, l'AMTIP se rend aux audiences publiques pour connaître les raisons du refus. Les audiences sont annulées ce jour là !

— Le 17 novembre, la commission de sécurité de la ville, présidée par Turpin, maire adjoint, visite les locaux de l'AMTIP et fait des remarques sur le «non-isolement des locaux techniques d'avec les salles recevant le public, sur les dégagements et les installations électriques, etc.»

— Malgré une promesse de rendez-vous faite par Turpin, le même manège durera jusqu'au 21 décembre, jour où Turpin annonce un nouveau passage de la commission de sécurité. Devant la protestation de l'AMTIP, Turpin annonce que de toutes façons l'arrêt de fermeture est déjà prêt !

— Le 27 décembre un arrêté immédiat de fermeture est signifié par le commissariat. Le tout sans que l'AMTIP puisse consulter à aucun moment le procès-verbal de la commission de sécurité ! Dans

une lettre, l'association demande donc d'autres locaux. Ceccaldi Raynaud répond qu'il «ne dispose pas de locaux susceptibles d'être mis à disposition...»

LA MAIRIE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Depuis, les 25 moniteurs et les 80 travailleurs immigrés ne disposent plus ni de local, ni de ressources.

Sur le papier, la liberté d'association existe dans ce pays. Une subvention a même été votée pour l'AMTIP. Mais par le jeu des élus locaux, cette liberté est réduite ou carrément supprimée. Il y a en France, dans les communes un nombre énorme d'associations populaires, de quartiers, culturelles, etc. Selon qu'elles plaisent ou non en haut lieu, c'est-à-dire à la mairie,

qu'elle soit de droite ou de gauche du reste (cf l'APACS et la mairie PCF de Vaux en Velin) toutes les possibilités leur sont ouvertes ou bien fermées ! La volonté de liquider l'AMTIP est à rapporter au contexte général de la politique raciste anti-immigrés du pouvoir. D'un côté, les contrôles et brigades policières se multiplient pour inciter les immigrés au départ, de l'autre, on essaie d'empêcher toute expression, éducation, réunion d'immigrés, tout lieu de débat pour la construction de l'unité français-immigrés ! L'AMTIP persécutée par un «démocrate» au passé douteux, a trouvé un logement provisoire dans un local paroissial. Elle est décidée à poursuivre malgré tout son action. «Nous ne céderons pas, nous multiplierons nos efforts, nous redoublerons d'activité, nous lierons notre lutte à celle de tous les travailleurs» : l'AMTIP est résolue à lutter. «Nous n'aurons rien sans rien». Sous la dictature de la bourgeoisie, la liberté d'expression et d'association pour les masses populaires est bien un combat de tous les jours, un combat anti-capitaliste.

Pierre PUJOL

Raciste de vieille date

Avocat stagiaire puis... commissaire de police, il est conseiller municipal socialiste à Bondy puis à Puteaux. Il est nommé chef de service au Gouvernement général à Alger pour mener la politique de répression du peuple algérien et anime en même temps la fédération socialiste d'Alger. Très «mendésiste», il anime une des premières réunions du Club des Jacobins à Alger où Henu prend la parole. Il s'engage avec Lacoste sur le chemin des partisans d'une répression féroce en Algérie. Se séparant de la SFIO, il rejoint le parti de la Démocratie socialiste auquel il appartient au moment de la nuit sanglante du 26 au 27 février 71 au cours de laquelle Kafed Sala un ouvrier serrurier fut assassiné d'un coup de feu alors qu'il participait à un collage électoral. Plusieurs amis de Ceccaldi Raynaud sont mis en cause. Le nom de Ceccaldi Raynaud rappelle désormais trop cet odieux assassinat : exclu de son parti il reconnaît que «sa responsabilité est engagée dans les incidents électoraux de Puteaux». Il est réélu maire de Puteaux en 71.

AMTIP 20 rue du Centenaire 92 800 Puteaux
Tel le soir : 788 41 84.

Les bavures policières

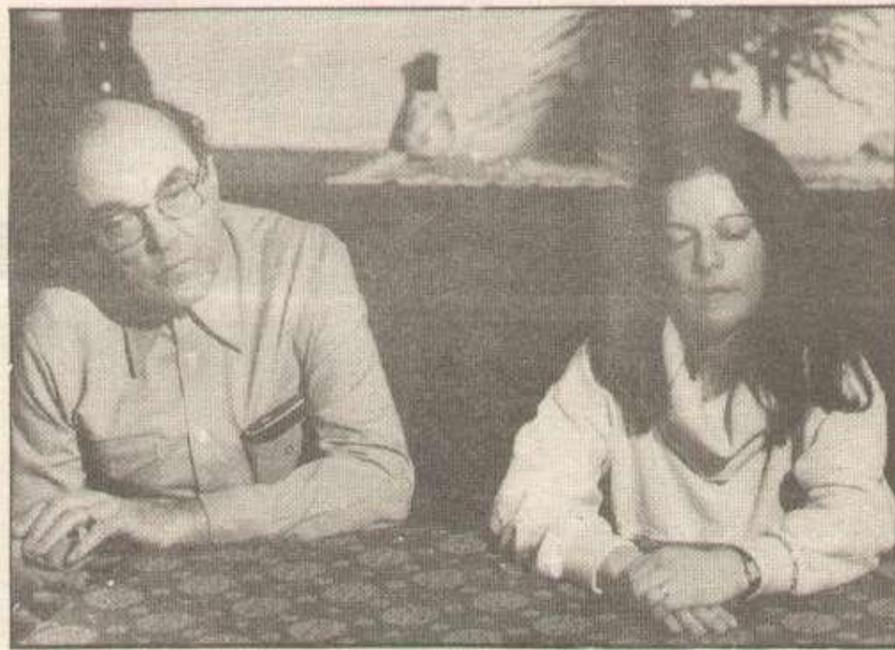
VERS L'INSTITUTION DES MÉPRISES !

Après la «bavure» de dimanche qui s'est soldée par la mort de deux frères innocents dans le 12^e arrondissement de Paris, pris en chasse par deux flics motorisés et zélés, la police plus soucieuse de son image de marque que de la «sécurité des Français», passe à la contre-attaque par presse interposée. A Barjols-sur-Var, les flics essaient de redorer leur blason par la mort d'un des leurs après l'attaque d'une bijouterie dont l'un des auteurs se fera également descendre. Le 14 mars encore, grand déploiement policier, où les flics pourchassaient de la Ferte-Allais à Juvisy, utilisant des grands moyens tel qu'un hélicoptère, pour arrêter des truands auteurs d'un hold-up. La fusillade n'a pas fait de blessés.

Grand déploiement policier à Lille également pour l'arrestation d'un repris de justice ayant commis des hold-up, et qui s'est échappé d'un asile psychiatrique. L'utilisation de ces faits divers,

où est mis en avant le caractère dangereux des truands outre qu'elle tente de faire croire à une recrudescence de la criminalité (en contradiction avec les statistiques officielles), voudrait nous faire oublier les nombreuses «erreurs» de la faune policière. Ainsi depuis avril 75, où un représentant était pris pour un malfaiteur et descendu sous un feu nourri, sans autre forme de procès, les «tragiques méprises» se sont succédées à un rythme accéléré et meurtrier, sans pour autant inquiéter les inconditionnels du tir instinctif. Juillet 75, à pas de victimes civiles, les flics s'entre-tuent entre eux, grâce à la trop fameuse brigade «anti-gang». Juin 76, les policiers tueurs prennent pour cible un tranquille employé de banque et bénéficient d'un non-lieu. Août 77, Marchaudon, le brigadier, tire à bout «touchant» sur un jeune cambrioleur immigré tombé à terre perdant sa fuite. Octobre 77, le commissaire

Bolusset déclenche une fusillade, des flics en feront les frais ; confusion avec des malfaiteurs. Janvier de cette année, alors qu'il essayait de partir avec une 2 CV qui n'était pas à lui, un flic tire sur Kadi, alors qu'il l'agrippait de l'autre main. Quelques exemples parmi une foule d'autres. Les flics qui ont utilisé leurs armes dans la nuit de dimanche, font partie de ces équipes spécialisées qui rodent la nuit à la recherche d'un éventuel cambrioleur. C'est à la Compagnie motocycliste de la direction générale de la police municipale que l'on doit ce haut fait d'arme. Unité essentiellement composée de volontaires (350) et dont les tâches sont très diverses, allant de la circulation, escortes, au secours routier. Elle est composée de cinq brigades et d'une «équipe spéciale de répression de nuit» créée en juillet 67, plus spécialement chargée de la délinquance. Les «motards» affectés à cette équipe peuvent pratiquer



Mademoiselle Angèle Désidéri, seule rescapée du véhicule mitraillé par les policiers dans le 12^e arrondissement dans la nuit de dimanche à lundi.

sur le territoire de la préfecture de police, la «chasse libre», qui abolit les limites de secteurs. Dans cette équipe jugée périlleuse, la promotion, qui se

fait sur les actions de ses recrues, ajoutée à l'intoxication qui sévit chez les flics, vient augmenter les chances d'abus, et d'erreurs au mépris des moindres règles de sécurité.

Encore de belles «méprises» en perspective.

Pierre CHATEL

Sondages électoraux

MENTEURS OU LENTS A LA DÉTENTE ?

Françoise Giroud, qui aime dire que son cœur est à gauche, mais sa raison avec Giscard, n'a voulu faire de peine à personne, le soir des élections. Aussi a-t-elle déclaré que le principal résultat de ce scrutin était la «déroute des sondages». François Mitterrand, qui avait fini par croire ses propres déclarations, situant le PS à 28 % de l'électorat, a eu la même phrase désabusée. Et il est vrai qu'au premier regard l'écart entre les résultats des sondages — ils étaient unanimes — et celui des élections pourrait mettre en doute la qualité des méthodes utilisées par les Instituts. La réalité est plus complexe.

La distorsion entre sondages et résultats a porté sur trois courants d'opinion. Le Parti socialiste a été nettement surévalué, puisqu'il était crédité par tous les instituts de 26 à 28 % d'intentions de vote, son score ayant été de 22,5 %. L'UDF a été un temps sous-évaluée, à 19 %, mais c'est surtout au niveau des «divers droite» (majorité présidentielle en particulier) que la distorsion est nette. Enfin l'extrême gauche a été sous-évaluée, tandis que les écologistes étaient surévalués.

Sur chacun de ces points, on peut trouver des explications, qui ne préjugent pas de la réponse à donner aux problèmes de fond : les sondages peuvent-ils rendre compte instantanément des modifications des courants d'opinion ? Sont-ils fiables lors d'élections à forte tension politique ?

LES EXPLICATIONS

Deux distorsions sont facilement explicables. Les spécialistes des Instituts savent qu'on ne peut faire un bon sondage que si l'on dispose du nom de chaque candidat. Or, pour l'extrême gauche et pour les écologistes, ces noms ont parfois été connus fort tard, alors que les sigles présentés étaient à priori peu connus des sondés. D'autre part, la différenciation entre écologistes et Front auto-gestionnaire n'était pas toujours très claire, puisque dans de nombreuses circonscriptions, les écologistes présents aux municipales ne s'étaient pas présentés, préférant le Front auto-gestionnaire. Or, si l'on cumule les intentions de

vote pour l'extrême gauche et pour les écologistes, on parvient à un total de 6 %, pour un résultat effectif de 5,4 %. L'écart est faible, et peut trouver une explication supplémentaire dans le nombre relativement faible de candidatures écologistes.

L'écart dans la majorité tient en partie à une difficulté d'étiquette des candidats, dont un certain nombre ne se réclamaient ni du RPR, ni de l'UDF, bien qu'appartenant parfois à l'une des formations de la majorité. Jean-Marc Lech, directeur de l'IFOP, lors d'un débat tenu quelques jours avant le premier tour indiquait que le problème des codifications des candidats avait été très difficile à résoudre. Il ne l'a pas été correctement, semble-t-il.

L'écart concernant le PS renvoie à plusieurs causes. Il semble que les intentions de vote en sa faveur étaient effectivement plus importantes que le vote effectif, du moins à la fin février, où furent réalisés les derniers sondages autorisés de publication. Si l'on en croit Jean-Marc Lech, les sondages confidentiels effectués par la suite confirmaient les résultats précédents jusqu'au début de la semaine dernière où le taux d'intentions en faveur du PS aurait commencé à diminuer, cette tendance s'étant accentuée les tous derniers jours. On peut faire de multiples hypothèses sur ce phénomène : crainte d'anciens électeurs centristes voyant la querelle PC-PS s'estomper, l'intention de Giscard...

On ne peut s'en tenir pourtant à ce type d'explications : il est difficile de croire à une diminution de

six points en moins d'une semaine. Il semble que la technique d'échantillonnage soit elle-même en cause. Cette technique repose sur la méthode des quotas, qui consiste à fabriquer un échantillon reproduisant un certain nombre de caractéristiques de la population nationale : région, âge, type d'habitation, «catégorie socio-professionnelle». Or ce dernier point a connu une importante évolution, caractérisée par la montée du chômage en particulier. D'autre part, la référence à la profession du chef de famille n'est pas forcément la meilleure. La soi-disant percée du PS chez les ouvriers, qui avait beaucoup fait parler d'elle à la suite d'un sondage du Point trouve d'ailleurs là son explication : il s'agissait des intentions de vote dans les ménages ouvriers (la femme est plus souvent interrogée que le mari, en raison des horaires de travail), et non pas des ouvriers eux-mêmes.

UN RÉTROVISEUR PLUTÔT QU'UNE BOULE DE CRISTAL

Quoiqu'il en soit, ce n'est pas la première fois que les sondages électoraux se «trompent». On se

souvient de la surévaluation de Lecanuet, aux présidentielles de 65, de la «conversion d'opinion» à propos des travaillistes anglais, aux élections de 70 et, plus récemment des municipales de Paris. Une leçon commune se dégage de ces exemples. Nous expliquions dans l'enquête consacrée aux sondages que cet instrument «mesure ce qu'il introduit». C'est vrai en partie pour les sondages électoraux : la construction de l'échantillon se fait à partir de la connaissance qu'ont les Instituts de la réalité de la population. Or, lorsque celle-ci évolue, on ne le mesure qu'avec un temps de retard. D'autre part, la technique du sondage exige de «redresser» les résultats d'un échantillon qui ne peut jamais correspondre parfaitement aux exigences souhaitables, celles-ci pouvant être elles-mêmes dépassées. Le redressement est le fruit d'une analyse sociologique et politique qui ne peut en général que suivre les événements. En bref, le mot du directeur d'un institut, «le sondage classique est un rétroviseur», s'applique aussi, aux sondages électoraux.

Eric BREHAT

Les estimations trompées par les sondages

La technique de l'estimation, pourtant fondée sur des résultats partiels, mais réels, a elle aussi été prise en défaut : les premiers chiffres donnés, aussi bien par la SOFRES que par CII Honeywell-Bull donnaient la gauche à plus de 50 %, sans référence à la moindre fourchette. Les dirigeants de ces organismes répondent que leurs fourchettes cadraient avec les résultats définitifs. Mais pourquoi n'ont-elles pas été annoncées ? Il semble qu'en fait les sondages pré-électorales expliquent le léger biais des estimations : dans les premières heures suivant le début du dépouillement (18 h), les résultats des bureaux tests sont corrigés en fonction de deux éléments : les précédentes élections du même type et les derniers sondages pré-électorales. Or, ceux-ci favorisaient nettement le PS. Il en est résulté une trop forte correction en faveur de ce parti. L'IFOP, qui disposait de sondages tous frais indiquant la baisse du PS, a d'ailleurs fourni, en privé, une excellente simulation à 19 h 15 : 20 % pour le PC, 23,8 pour le PS et le MRG et 3,8 pour l'extrême-gauche.

Manifestation jeudi des «stagiaires Barre»

Les jeunes travailleurs que Barre, pour dégonfler un peu les chiffres du chômage à l'approche des élections, a demandé aux patrons d'embaucher dans les «stages-parkings», n'ont d'autres perspectives à l'issue (prochaine) de ces stages, que de se retrouver au chômage. Mais, qui plus est, des dizaines d'entre eux ne sont pas payés depuis plusieurs mois. 500 stagiaires représentant plus de 30 stages de la région parisienne se sont réunis lundi à la bourse du travail pour envisager la riposte. Ils ont décidé de manifester ce jeudi à 13 h 30 à la République.

Le motard assassin est inculpé... et laissé en liberté

Le témoignage de la jeune femme qui accompagnait les deux jeunes automobilistes, Bernard et Alain Chaussin, pris sous le feu d'un motard, avenue de Saint Mandé, lundi, est formel : le motard a tiré sans sommation alors qu'il n'était aucunement menacé. L'autopsie pratiquée mardi matin l'a confirmé : six balles ont été tirées par derrière, à une distance qui se situe entre huit et quinze mètres. Voilà qui fait justice de l'explication du motard : «J'ai tiré parce que je me suis senti en danger». On ne peut donc que s'étonner que l'inculpation, exceptionnellement rapide il est vrai, mentionne «coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner». Quand on tire six balles dans la nuque de deux automobilistes, serait-ce dans l'intention de ne les blesser que légèrement ? Ajoutons que le motard a été laissé en liberté...

Le voleur et la belle américaine

Le chauffeur de la voiture qui attendait les gangsters opérant samedi dernier à Vence (118 coffres d'une agence du Crédit Lyonnais délestés de leur contenu) s'est fait prendre. Au lieu de porter son choix sur un véhicule discret, le gangster avait simplement utilisé son véhicule personnel : une Plymouth verte. Mais la nuit de vendredi à samedi connaissait une animation inhabituelle à Vence : les colleurs d'affiches terminaient en effet leur campagne et ont remarqué l'encombrant véhicule. Il n'y avait plus qu'à aller cueillir l'imprudent propriétaire chez lui. Il s'agit de Jean-Baptiste Sauvet, connu dans le milieu sous le nom de Jean Lunettes et de surcroît directeur d'une agence de publicité à Vence. Comme opération publicitaire pour sa modeste entreprise, c'est réussi...

Valenciennes : trois enfants meurent dans un incendie

A Bruay-sur-Escaut, trois enfants d'une famille ouvrière, ont péri dans un incendie. Il semble que les enfants, souffrants et n'ayant pu aller à l'école, soient morts asphyxiés avant d'être carbonisés par les flammes, malgré la rapidité des secours. Le logement de 25 mètres carrés environ, situé dans un petit pavillon, a été détruit par l'incendie. Il semble bien que ce soit une fois de plus la misère qui soit l'origine de cette catastrophe. Ainsi dans le Nord de la France, plusieurs sinistres ont touché des familles ouvrières et populaires, montrant avec plus d'acuité les conditions de vie misérables que fait subir le capitalisme aux familles populaires pour assurer ses profits.

Vitry : CES Rabelais en grève

(Communiqué de Presse)

Pour s'opposer aux cinq suppressions de postes prévues pour l'année 78-79 les enseignants et les surveillants du CES Rabelais de Vitry, étaient en grève lundi 13 mars 78, soutenus par les parents qui avaient appelé à la grève scolaire. Les grévistes se sont rendus en délégation à l'Inspection d'Académie, où se tenait le groupe de travail de la commission de la carte scolaire. L'administration académique :

1°) a refusé de reporter le groupe de travail, comme le demandaient les délégués syndicaux (SNES, SGEN-CFDT, SNI, SNETP-CGT, SNC) qui souhaitaient une information plus précise sur les structures et les effectifs des établissements. Les délégués ont alors quitté la réunion.

2°) a refusé de recevoir les délégations du collège Rabelais de Vitry, du lycée Romain Rolland d'Ivry et

du lycée classique de Champigny. 3°) elle a fait appel au commissaire de Créteil, et aux forces de l'ordre, pour nous faire évacuer sans ménagement la salle de la commission et la préfecture (quatre cars de policiers pour une cinquantaine d'enseignants).

Ainsi, non seulement le pouvoir aggrave nos conditions de travail et d'emploi, en supprimant nos postes, mais il répond par la

force à nos demandes de justification. C'est pourquoi l'assemblée générale des grévistes du CES Rabelais, a décidé la reconduction de la grève, afin d'élargir le mouvement et de préparer une grève des établissements du second degré, dans le département du Val de Marne.

CES Rabelais en grève

Pour la bataille politique de 78

ABONNEZ VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom
Prénom
Adresse

L'ambassadeur d'Israël demande à de Guiringaud d'interdire l'OLP à Paris Déclaration du bureau de l'OLP à Paris

Mardi matin, les sionistes ont organisé une manifestation contre les bureaux de la Ligue arabe à Paris, en réclamant l'interdiction de la représentation palestinienne. Une nouvelle manifestation est prévue par les sionistes, mercredi soir. Dans un communiqué le bureau de l'OLP à Paris dénonce les menaces qui pèsent sur les représentants palestiniens en Europe.

La demande de l'Etat israélien auprès des gouvernements occidentaux et spécialement en France, pour la fermeture des Bureaux de l'OLP, n'est qu'une manœuvre de chantage. Elle ne nous surprend pas. De tous temps, l'Etat sioniste a nié les droits nationaux du peuple palestinien, et jusqu'à son existence même. Et cela par tous les moyens : massacres successifs, bombardements, répression sanglante et quotidienne dans notre terre occupée.

Cette demande cache, en réalité, une volonté de déclencher une série d'attentats contre les représentations palestiniennes en Europe Occidentale...

La France a été le premier pays européen à reconnaître l'OLP, comme seul représentant du peuple palestinien. Cette manœuvre israélienne vise non seulement à porter atteinte aux relations franco-palestiniennes mais aussi aux bonnes relations entre la France et le Monde arabe.

La reconnaissance internationale de la légitimité de l'OLP, et des droits nationaux de notre peuple palestinien, ne peuvent aujourd'hui, en aucun cas, être remis en cause.

Personne ne peut faire reculer l'Histoire et encore moins un terroriste notoire comme M. Begin.

Paris le 14.3.1978

AGRESSION ISRAËLIENNE SANS PRÉCÉDENT CONTRE LE SUD-LIBAN

● Selon les premières informations parvenues du Liban, les moyens militaires mis en œuvre par l'Etat sioniste dans son offensive contre le Sud, sont considérables : il s'agit de la plus grande agression sioniste depuis la fin Guerre d'Octobre 73 : 30 000 soldats israéliens seraient engagés dans les combats, après avoir été amenés par terre et par mer, après un pilonnage intense du Sud par l'artillerie.

Les troupes d'agression puissamment soutenues par l'aviation et la marine, auraient établi une tête de pont, près de la ville de Sour (Tyr), à partir de laquelle, elles tentent de poursuivre leur progression en s'appuyant largement sur les secteurs contrôlés par les milices libanaises d'extrême-droite armées par Israël, et qui harcelaient depuis des mois les villages libanais progressistes et les camps de réfugiés palestiniens installés dans la région.

Les attaques israéliennes contre le Sud Liban n'avaient jamais cessé depuis octobre 73. Prenant prétexte de l'opération menée samedi dernier par le Fath, en Palestine occupée, les sionistes entendent réaliser un double ob-

jectif qu'ils n'avaient jamais caché : tenter d'anéantir les forces palestiniennes présentes au Liban, dans les camps de réfugiés et dont les bases situées à proximité de la frontière libano-palestinienne servent d'appui aux opérations menées régulièrement par les unités de la Résistance palestinienne, organisées à l'intérieur de la Palestine.

D'autre part, est à l'ordre du jour, l'annexion du Sud du Liban, région agricole très riche et dont les eaux du fleuve Litani, intéressent fort l'Etat sioniste qui a depuis longtemps un projet connu, pour les détourner, afin d'irriguer des terres colonisées par les kibboutz dans le Nord de la Palestine occupée. Toute action, quelle qu'elle

soit, de la Résistance palestinienne dans les territoires occupés, a toujours servi de prétexte aux bombardements sauvages d'Israël contre les camps de réfugiés, et contre les paysans du Sud-Liban, souvent fauchés en plein champ par les obus tirés de l'autre côté de la frontière.

Jusqu'où Israël est-il décidé à aller cette fois-ci ? Quelle sera l'attitude de l'armée syrienne présente au Liban en tant que «force arabe de dissuasion» et qui, ces derniers mois, depuis l'initiative de Sadate, s'est retrouvée aux côtés de la Résistance palestinienne, en contradiction ouverte, allant jusqu'à des affrontements armés avec les forces libanaises de droite, ses alliés d'hier. Avant le début de l'offensive israélienne au Sud-Liban, la Syrie avait mis ses forces en état d'alerte. Des affrontements israélo-syriens pourraient aboutir à un nouveau conflit généralisé au Proche-Orient.

Mais, il n'est pas certain qu'Israël veuille en arriver là pour l'instant, dans la mesure où, comme Bégin et la presse sioniste unanime ont tenu à le rappeler au lendemain de l'opération palestinienne Kamal Adouane, ils souhaitent poursuivre les tractations avec Sadate, ce qui est aussi le point de vue de Washington. Ainsi, Carter, qui a confirmé à Weizmann, ministre israélien de la guerre, au cours de la semaine dernière, l'intention de livrer à l'Etat sioniste pour un milliard de dollars d'armements au cours de la prochaine année fiscale, s'est en même temps déclaré réservé sur le maintien de présence israélienne en Cisjordanie notamment, dans la mesure où même Sadate, au risque d'un isolement complet dans le monde arabe, ne peut l'accepter.

Mais quoiqu'il en soit, avec l'invasion du Sud-Liban, l'initiative de Sadate paraît de plus en plus vouée à l'échec.

LA FRANCE APRÈS MARS 78

Les super-puissances et leurs moyens de pression (4)

L'INTERDÉPENDANCE DES PRODUCTIONS, A L'OUEST

L'impérialisme français, on l'a vu, dépend très largement du commerce extérieur, les exportations et les importations sont effectuées en grande partie avec les pays occidentaux. Cela donne à ces derniers les moyens pour peser sur les choix de l'impérialisme français, choix économiques, et choix politiques. Le PCF, s'il parvient au pouvoir devra, compter avec les réalités existantes. Le fait que les échanges de la France se fassent majoritairement avec les pays européens et non avec les Etats-Unis ne constitue pas une garantie : si une concurrence extrêmement vive oppose entre eux les Etats-Unis, l'Allemagne, et le Japon et les différents pays impérialistes sur la place qui doit revenir à chacun, il y a cependant une grande communauté de vues entre les principaux d'entre eux pour s'opposer à un bouleversement éventuel des relations en Europe, tel que celui auquel pourrait conduire la mise en œuvre du projet du PCF, avec la réorientation qu'elle implique sur le plan des alliances.

LA PRODUCTION A L'ECHELLE DE L'EUROPE

Les moyens d'intervention des pays européens sont d'autant plus développés qu'ils ne se limitent pas au seul secteur commercial. A bien des égards le commerce intense entre la France et les autres pays européens n'est que le reflet de la «complémentarité» des appareils de production. C'est ce que traduisent par exemple, les échanges intenses entre ces pays dans le domaine des demi-produits, dans des branches aussi importantes que la sidérurgie et la Chimie. L'intense circulation de ces produits destinés à la fabrication de biens de consommation et d'équipement, est due au fait que les différents stades de leur production, de leur transformation, sont assurés en des lieux différents, dans des pays différents.

Voyons un exemple de cette circulation à travers les indications que donnent les échanges commerciaux : (Voir tableau 1)

A elle seule, l'Allemagne fédérale fournit le quart des importations françaises et absorbe le sixième des exportations françaises de produits chimiques. L'Allemagne et les Pays Bas fournissent la moitié des importations françaises de plastiques et absorbent 40 % des exportations de la France dans ce domaine. L'impérialisme français a essayé de mettre sur pied un ensemble chimique avec l'Italie qui fasse contrepoids à l'ensemble d'Europe du Nord, Allemagne et Pays Bas, qui représente 55 % de la capacité de production européenne. Mais ces tentatives n'ont pas encore abouti.

Dans la sidérurgie l'interpénétration est encore plus nettement reflétée par le commerce, comme en témoigne le commerce des produits fer fonte acier en 1976.

(Voir tableau 2)

(1) Chimie (en millions de francs arrondis) 1976

	TOTAL CHIMIE		PLASTIQUES	
	Importations en provenance de	Exportations vers	Importations en provenance de	Exportations vers
RFA	6 600	4 300	2 560	1 800
Pays-Bas	1 900	900	1 000	900
CEE	17 700	12 400		
Monde	25 000	26 000	7 700	6 900

(2) FER FONTE ACIER 1976 (en millions de francs)

	Importations en provenance de	Exportations vers
RFA	6 353 482	4 000 887
Belgique Lux	6 070 219	2 121 423
Italie	2 177 683	3 856 924
Monde	19 283 323	25 333 841

L'Allemagne et la Belgique fournissent chacune un tiers des importations françaises soit à elles deux, les deux tiers, en fer fonte acier, avec l'Italie, elles en fournissent les trois quarts du total tandis qu'elles absorbent 39% des exportations françaises sur ce plan.

LE POIDS DES MULTINATIONALES

Cette interpénétration entre l'économie française et les

autres économies européennes s'est mise en place au cours des années 60 pendant lesquelles les importations sont passées pour la France de 14 % de la production à 21 % tandis que les exportations passaient de 16 à 21 % (entre 1962 et 1972). Cette tendance à l'internationalisation de la production se combine avec d'autres aspects : le développement des investissements étrangers en France et français à l'étranger qui sont le fait des firmes multinationales. Au niveau commercial cela se traduit par un commerce «intérieur» aux firmes qui localisent leurs productions dans différents pays comme elles l'estiment le plus rentable. Le fait que les productions des multinationales françaises soient réalisées pour une part hors des frontières de la France donne à ces firmes des moyens de résistance accrus. En retour, les multinationales étrangères en France, comme Hoechst qui possède le second groupe chimique de France, disposent de toute une gamme de moyens de pressions, d'autant plus efficaces que, par exemple, dans le cas d'Hoechst, sa firme chimique en France ne représente qu'une part relativement réduite de son activité d'ensemble dans les différents pays.

L'interdépendance outre qu'elle lie de plus en plus étroitement l'appareil de production français aux autres appareils de production européens l'a rendu particulièrement dépendant dans les domaines les plus avancés de la technologie, où il n'a pu se hisser au niveau de ses partenaires. C'est le cas des machines outils, dont les plus élaborées lui viennent d'Allemagne, du Japon et des USA. C'est le cas aussi des composants électroniques, les USA assurant 50% des besoins en circuits intégrés.

Besoins en produits industriels en quantités importantes et besoins de technologie avancée ne trouveront pas forcément de réponse facile dans le cas d'une réorientation des échanges de l'impérialisme français. De ce fait, l'interdépendance trace des limites importantes à une remise en cause des relations actuelles, et peut devenir un instrument redoutable aux mains des partenaires de la France pour s'opposer à tel ou tel type d'évolution politique qui ne leur conviennent pas. Cependant, la situation existante fait qu'une certaine marge de manœuvre peut exister pour le PCF, dans le cas où il parviendrait à mettre en œuvre son projet de capitalisme d'Etat : si l'impérialisme français est dépendant de l'Europe, il en est de même pour ses partenaires à son égard. Ainsi la RFA trouve dans la France son premier marché et son second fournisseur.

C'est ce que nous examinerons demain.

Grégoire CARRAT

Palestine occupée

LA LUTTE A L'UNIVERSITÉ DE JÉRUSALEM

Ces documents sont tirés de «Nouvelles de l'Intérieur» N° 3 février 1978, Bulletin d'Information sur la Palestine occupée et la société israélienne, 14 rue de Nanteuil Paris

La lutte du peuple palestinien à l'intérieur de sa patrie occupée, est multiforme, et se mène sur les plans tant politique que militaire. Dans ce cadre, la lutte des étudiants arabes de Jérusalem est particulièrement importante. Au cœur d'une ville entièrement occupée par les sionistes depuis juin 67, les étudiants arabes osent affirmer aujourd'hui publiquement leur refus des tractations en cours, Begin-Sadate, sur le dos de leur peuple. Les étudiants arabes de l'Université de Jérusalem font partie des un million et demi de Palestiniens qui vivent encore dans les frontières de la Palestine, aussi bien dans les territoires occupés en 48 qu'en 67 (Gaza et la Cisjordanie) tandis qu'une autre partie du peuple palestinien vit hors de ses frontières, chassée par la terreur sioniste. De nombreux secteurs productifs de l'État sioniste fonctionnent toujours principalement avec la main d'œuvre des ouvriers arabes palestiniens, tandis que de nombreuses régions riches cultivées, en Cisjordanie notamment, le sont par des paysans palestiniens qui luttent pied à pied, contre la colonisation.

À l'Université de Jérusalem, les étudiants arabes palestiniens luttent contre la discrimination dont ils sont l'objet et dénoncent la société sioniste à laquelle ils refusent de s'assimiler. Au cours des années passées, nombre de lycéens, d'étudiants, d'intellectuels ont affronté dans les rues, les forces de répression, payant souvent de leur vie leur résistance. A la fin de 1977, les élections du Comité des étudiants arabes de Jérusalem, tolérées dans la mesure où les autorités sionistes entendent le contrôler étroitement, ont abouti à la constitution d'un comité patriotique. Ce fut alors le prétexte au déclenchement d'une vaste campagne raciste pour les sionistes, contre les étudiants arabes.

Nous publions ci-dessous des extraits d'articles et de tracts utilisés dans le cadre de cette campagne raciste, incluant les prises de position du RAKAH — parti révisionniste israélien — qui y participe à sa manière. Le comité des étudiants arabes répond à cette campagne dont l'intensité reflète la crainte des sionistes, devant l'ampleur de la lutte populaire palestinienne.

Le racisme n'est plus à la mode

RÉPONSE DU COMITÉ DES ÉTUDIANTS ARABES DE JÉRUSALEM

«Un phénomène intéressant, bien que déjà connu, se développe ces derniers temps à la suite de l'élection du nouveau comité des étudiants arabes. Ce phénomène se traduit par une grave offensive de tous les éléments fascistes de l'université hébraïque de Jérusalem, depuis l'extrême-droite jusqu'aux groupes pseudo-gauchistes, contre les étudiants arabes et leur comité.

Afin d'explicitier nos propos, nous répondrons ici à deux articles parus ces derniers temps (...)

Sur le fond, nous dirons que nous, les étudiants arabes, nous faisons partie du peuple arabe Palestinien, et, en tant que tels, nous avons toujours été accusés de vouloir jeter les Juifs à la mer. Mais lorsque les signataires de ce tract s'adressent aux étudiants arabes en ces mots : «Nous engageons... tous les étudiants arabes qui leur ont donné leur voix (il s'agit du comité des Étudiants arabes) et les soutiennent, à quitter l'université, et à aller étudier à Damas ou à Bagdad, s'il est vrai qu'il ne s'agit pas là, de nous jeter à la mer, il s'agit bel et bien, malheureusement, de nous chasser dans le désert (...)

Mais, puisque cette question a été posée, nous y répondrons. Le Comité des étudiants arabes est là, tout d'abord, pour servir les intérêts nationaux du peuple arabe palestinien, dont les étudiants arabes de l'université hébraïque de Jérusalem font partie. Le Comité est là aussi pour aider les étudiants arabes dans tous les secteurs qui les touchent et les concernent, également pour les défendre devant ceux qui les calomnient sauvagement (...)

La nouvelle génération de la population Palestinienne n'a jamais été plus vivante, plus consciente de sa situation de peuple chassé de sa propre terre et étranger dans sa patrie ; un peuple sur lequel on use de toutes les formes possibles d'une répression brutale et barbare. Et soyez sûr que ce peuple n'accueillera pas à bras ouverts une politique de répression raciste (...)

dre la signification des termes «pouvoir palestinien indépendant» ?

Et vous, les étudiants sympathisants de Georges Habbache, je vous lance un avertissement calme et rationnel. Ne gâchez pas l'atmosphère sereine de l'université, ne causez pas de troubles et de conflits. En ce moment, la paix se prépare, une paix qui n'a que faire d'organisation d'assassins. Sachez que presque tout le peuple juif ici et dans le monde s'accorde à penser qu'il n'y aura pas d'État palestinien en notre sein, et qu'il n'y a pas de place, que vous le vouliez ou non, pour un État de plus entre le Jourdain et la Méditerranée.

Campagne contre les étudiants arabes à l'université de Jérusalem

(Extrait d'un tract)

«On demande de ne plus reconnaître le comité des étudiants arabes à Jérusalem : ils agissent ouvertement contre l'État d'Israël.»

«Des étudiants arabes préparent une manifestation devant la Knesseth.»

«La tension règne à l'Université Hébraïque de Jérusalem, du fait de l'intention de plusieurs centaines d'étudiants arabes de manifester jeudi en face de la Knesseth contre «la solution impérialiste que l'on veut imposer au peuple arabe palestinien» — selon les termes du président du comité des étudiants arabes, Mahmoud Mohareb (...). Extraits de Ha'aretz 10/01/78.

«Union des étudiants à l'université hébraïque de Jérusalem au public des étudiants.»

Un certain nombre d'extrémistes parmi les étudiants arabes qui s'identifient avec le front du refus des organisations de terroristes organisent mercredi une manifestation dont le slogan constitue une menace pour l'existence de l'État et une attaque contre les efforts de paix du peuple d'Israël et de l'Égypte (...)

«La commission permanente de l'université a agréé la demande de l'Union des Étudiants et a décidé d'annuler toute reconnaissance du co-



Manifestation païstinienne à Jérusalem contre la visite de Sadate.

mité des étudiants arabes et de lui nier toute plate-forme pour ses activités d'agitation sur le campus.

Étudiant souviens-toi !!!

Le but des extrémistes parmi les Arabes est de soulever des provocations afin de nous entraîner vers une violence qui sera représentée aux yeux des mass médias et du monde entier comme une opposition aux efforts de paix (...)

«Union des Étudiants à l'université hébraïque de Jérusalem.»

Étudiant arabe, La paix est l'aspiration commune du peuple juif et des peuples arabes.

Ne lui nuis pas en t'excitant.

L'Union des étudiants demande à tout étudiant arabe équilibré de ne pas se laisser entraîner par la provocation du comité des étudiants ara-

bes extrémistes, et de ne pas participer à la manifestation de mercredi destinée à torpiller les efforts de paix et à nier le droit à l'existence de l'État d'Israël.

L'Union des Étudiants s'est occupée et s'occupera de tout étudiant sans distinction de race et de religion. Maintenant comme toujours, l'Union des Étudiants t'exhorte à continuer de voir en elle l'instance qui te représente.

Toujours à ton service.

L'Union des Étudiants à toi pour toi par toi.

Ces deux tracts ont été affichés et distribués sur le campus de l'université hébraïque de Jérusalem, le 17 janvier 1978.

(Extrait d'un article)

Un article paru dans l'hebdomadaire de l'Union générale des Étudiants à l'Université.

«Ne faites pas obstruction à la paix.»

Aux élections du comité des étudiants arabes, le parti soutenant le Front Populaire de Libération de la Palestine, de Georges Habbache, a obtenu 12 mandats sur les 12 disponibles. A vrai dire, je ne m'attendais pas à de tels résultats, et cela même dans mes cauchemars les plus sombres. Et il va sans dire que je ne les espérais pas. Pourquoi donc bon espoir ?

Parce qu'il me semble qu'un être humain doit être taillé dans une matière rare pour son hypocrisie et sa lâcheté, pour faire aussi ses besoins dans l'assiette qui l'a nourrie pendant vingt ans. Il est difficile de trouver une meilleure métaphore pour décrire l'acte de ces extrémistes.

L'État d'Israël, au contraire des pays arabes qui l'entourent,

LA POSITION DES RÉVISIONNISTES DU PARTI RAKAH

«Nous repousserons énergiquement cette campagne d'incitation et les menaces contre les étudiants arabes et leurs comités élus, et voyons dans cette campagne une tentative délibérée de noircir leur image et d'empoisonner l'atmosphère parmi les étudiants sur les campus.»

Parmi les étudiants arabes, comme parmi les étudiants juifs, agissent des courants politiques et idéologiques divers. C'est le droit des étudiants arabes, et des divers courants parmi eux, de lutter de façon démocratique, dans le cadre de la loi, pour leurs opinions, leurs idées et leurs voies, et cela s'exprime, entre autres, dans les élections qui ont récemment eu lieu au sein des comités d'étudiants arabes.

Comme on le sait, nous nous sommes opposés aux positions politiques du courant qui domine aujourd'hui le comité des étudiants arabes de Jérusalem. Nous avons eu, et continuons d'avoir avec eux d'âpres débats Nous les avons mis en garde contre les positions de ce courant, qui nuit tout d'abord à l'unité des étudiants arabes, et facilitent la tâche du Likoud au pouvoir, qui peut, en exploitant ces positions erronées, organiser ses agressions contre les étudiants arabes et contre les forces démocratiques juives.

Les positions de ce courant créent des obstacles à la coopération judéo-arabe sur le campus contre le pouvoir du Likoud.

Nous continuerons à mener la discussion contre la ligne politique injuste et erronée de ce courant (...)

LES COLONIES FRANÇAISES A L'HEURE DES ÉLECTIONS (1)



Manifestation à la Martinique

Il y a déjà plus d'un mois, les travailleurs du bâtiment, en Martinique, entamaient leur grève et quelques jours plus tard, c'était une véritable explosion populaire mettant en cause le système colonial français.

Il y a quelques mois, Lucien Melyon, jeune Guadeloupéen, expatrié en France à cause du colonialisme qui domine son pays, était assassiné froidement par des fascistes. Remontons un peu en arrière, et en Guadeloupe ce sont les nombreuses luttes des travailleurs de la canne à sucre, tandis que l'opération «souffrière», menée par le gouvernement français exploitant les difficultés créées par l'éruption du volcan, a eu pour but de chasser des paysans pauvres de leur terre, d'accentuer

la dépendance de la Guadeloupe vis-à-vis de la métropole, par l'intermédiaire de l'assistance, de l'expatriement de la jeunesse guadeloupéenne.

En Nouvelle-Calédonie, le peuple Canaque aussi s'est révolté contre le colonialisme, et la situation faite aux ouvriers du nickel. Cette révolte s'est traduite entre autres par les manifestations de solidarité à la lutte du foyer canaque à Paris, où les ressortissants de ce pays luttent contre les mauvaises conditions d'hébergement qui leur sont faites.

En Guyane, le peuple lutte contre «le Plan vert» véritable plan d'invasion du pays et de rationalisation des méthodes de la colonisation dans ce pays.

Répondant à une phrase de Kadhafi, le président Libyen, sur la nécessité de la libération de la Réunion, de Guirigaud a «rappelé» en février que la Réunion «n'est pas une colonie mais... un département français». Mais la réponse du PCF est du même style colonialiste : «Pour nous communistes français, qui soutenons la revendication légitime des peuples des départements d'outre-mer à l'auto-détermination, cette déclaration du chef de l'Etat libyen est inacceptable». Car pour le PCF, c'est une affaire à régler «entre Français».

Comme le montre l'exemple de la Martinique, les peuples des colonies, affrontent le colonialisme français en marge de la campagne électorale. Mais que représentent les colonies pour l'impérialisme français, et pourquoi cette lutte acharnée entre la droite et la gauche pour conquérir les suffrages des peuples des colonies ?

Les colonies, rappelons-le sont partagées en DOM (Départements d'Outre-Mer) et en TOM (Territoires d'Outre-mer). Les cinq DOM sont : La Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, la Réunion et St-Pierre-et-Miquelon.

Les cinq TOM sont : La Polynésie, la Nouvelle Calédonie, Mayotte (île faisant partie de l'archipel des Comores), Wallis et Futuna.

Ces colonies sont d'inégales importances pour le colonialisme

français, elles ont pour lui, une fonction différente. Les îles, à faible population, lui servent notamment à assurer une présence dans les Océans, et, depuis l'adoption par l'ONU de la zone de 200 mille marins, l'impérialisme français a prétendu du fait de sa présence dans ces colonies, détourner la revendication du Tiers Monde dans ce domaine, pour augmenter sa propre zone maritime au détriment des pays avoisinants les dites colonies.

Pour le colonialisme, les colonies à population importante lui servent en particulier de sources de matières premières et de main d'œuvre à bon marché. De nombreux efforts sont déployés par Paris pour «intégrer» les peuples des colonies à la France : la «départementalisation» veut faire consommer aux peuples des colonies les produits français, en les faisant ainsi dépendre étroitement de la métropole pour leur consommation, l'«autonomie» revendiquée par les partis de gauche français et leurs alliés dans les colonies n'est envisagée que dans le cadre du maintien de «relations privilégiées» avec la France, perpétuant l'actuelle division du travail.

La bataille électorale à laquelle se livrent les partis de droite et de gauche dans les colonies prend un tour aigu du fait que celles-ci envoient 17 députés au Parlement. Si la droite présente ses candidats directement adhérents des partis français, la gauche s'appuie, elle, sur des

candidats «autonomistes», appartenant aux partis révisionnistes ou sociaux-démocrates de ces pays. Même les trotskystes se sont mis dans la bataille, n'hésitant pas eux aussi à utiliser les peuples encore colonisés par la France comme une réserve de voix. Toute l'histoire des élections dans les colonies est profondément liée à celle du colonialisme. Au temps de l'esclavage, les peuples n'avaient pas le droit de vote. Les esclaves ne le revendiquaient pas, ils luttaient pour leur libération. Mais les hommes libres (par rapport au système esclavagiste), généralement peu liés au système productif, revendiquaient les mêmes droits civils que les colons français. En 1848, ce fut l'abolition de l'esclavage et le droit de vote donné aux peuples des colonies. Mais il est intéressant de noter que le pourcentage d'abstention a toujours été élevé, allant jusqu'à 55 % en Guyane. Il ne peut guère être question de justifier ici la participation aux élections en la présentant comme un moyen d'ôter les illusions sur elles, s'appuyant sur les idées déjà exprimées par les peuples des colonies. Les patriotes se prononcent pour l'abstention patriotique, l'abstention révolutionnaire. Revendiquant l'indépendance de leur pays, les patriotes luttent, par ces mots d'ordre, contre les assimilationnistes, de droite et de gauche.

Dans les prochains articles, nous examinerons la situation actuelle dans plusieurs de ces colonies que l'impérialisme français continue d'opprimer.

Fin de la prise d'otages des Sud-Moluquois aux Pays-Bas

C'est une demi-heure après l'ultimatum fixé par les Sud-Moluquois, soit mardi à 14 h 30 que les fusiliers marins néerlandais ont donné l'assaut de la préfecture d'Assen. Tous les otages ont été libérés ; il n'y avait pas de mort, contrairement à la conviction qu'avaient eu les autorités néerlandaises après l'expiration de l'ultimatum. Trois Sud-Moluquois ont été arrêtés.

C'est la cinquième fois en un peu plus de 2 ans que les Sud-Moluquois procèdent à une prise d'otages. Cette minorité, originaire d'un petit archipel entre les Philippines et l'Australie, refuse l'autorité de l'Indonésie imposée en 1949 et se trouve exilé aux Pays-Bas.

Télégramme de Mitterrand à Begin

Dans la soirée du mardi 14 mars, dans la colonie française de l'île de la Réunion des nervis au service des députés de la majorité, réélus dans des conditions douteuses, ont attaqué deux quartiers populaires dans la commune du Port. Dans l'un des quartiers, après avoir lapidé des maisons, frappé des personnes et violé des domiciles, ils ont tué un jeune homme de 17 ans, Rico Carpaye et blessé grièvement de nombreux travailleurs. De retour à la mairie de St Paul, ils ont «fait la fête» sur la grande place, sans être pour le moins du monde inquiétés...

La coopération militaire entre la France et l'Organisation Arabe pour une Industrie Militaire (OAI)

Le ministre égyptien de la défense, le général Gamassi, est arrivé lundi 13 mars à Paris, en visite officielle. Le but de cette visite est de conclure le contrat de coopération militaire entre la France et la société créée par l'Arabie Saoudite, l'Egypte, les Emirats Arabes et Qatar, en vue de promouvoir une

industrie arabe d'armement. Son capital de 1 040 millions de dollars provient presque entièrement de l'Arabie Saoudite.

Après un tête à tête avec Giscard, Gamassi doit avoir une série d'entretiens avec Yvon Bourges pour conclure l'accord de coopération qui a commencé à être négocié après la visite

de Giscard en Egypte en 1975. Ces négociations seraient entrées, selon les indications des milieux officiels, dans leur phase finale. Il resterait à déterminer le cadre général de la participation financière et technique de la France. Celle-ci doit fournir dans un premier temps le matériel militaire. Par la suite la société arabe envisage de monter sur place ce matériel en faisant appel à la main d'œuvre égyptienne.

L'OAI envisage également de construire sur place des avions d'entraînement et de combat, avec l'aide de Dassault-Breguet et de la SNECMA et des hélicoptères Lynx avec l'aide de la Grande-Bretagne, ainsi que les missiles et les équipements nécessaires à ce matériel, avec l'aide de Thomson-CSF et de MATRA.

Campagne électorale meurtrière à La Réunion

«Vous assurons notre compréhension et notre appui pour action internationale efficace contre terrorisme...» Ce sont les termes utilisés par Mitterrand et Robert Pontillon, secrétaire du PS, dans le télégramme qu'ils ont envoyé à Begin et Shimon Peres chef du Parti travailliste israélien. C'était une justification par avance de l'agression sioniste contre le Sud-Liban. Un gouvernement de gauche interdira-t-il le bureau de l'OLP à Paris ?

EXTENSION DES GREVES EN RFA

Lock-out dans l'ensemble des entreprises de presse et début de la grève des métallurgistes.

Le patronat de la presse a décidé mardi un lock-out général créant ainsi l'épreuve de force. Le conflit du Livre en est à sa troisième semaine.

Mercredi, ce sont les métallos qui se mettent en grève dans le Bade-Württemberg. La volonté de lutte semble importante : des votes organisés pour faire grève ont atteint des pourcentages de 90 %. Ce sont essentiellement des revendications salariales qui sont mises en avant.

● La Confédération Générale Italienne du Travail a décidé mardi de sortir de la FSM. La décision a été adoptée par les 268 membres du conseil général de la CGIL. Cependant la CGIL enverra au prochain congrès de la FSM trois observateurs.

PROGRAMME TÉLÉ

Mercredi 15 mars

TF 1
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Eh bien raconte
 19 h 50 - Tirage du loto
 20 h 00 - Journal
 20 h 35 - Campagne électorale
 21 h 15 - Ne pleure pas. Avec Charles Vanel.
 23 h 05 - Titre courant. Avec Guy Lagorce.
 23 h 15 - Journal et fin

A 2
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
 20 h 00 - Journal
 20 h 35 - Campagne électorale
 21 h 20 - Question de temps
 22 h 25 - Il y a cent ans naissait Alfred Cortot. Pianiste des années trente.
 23 h 30 - Journal et fin

FR 3
 12 h 15 à 16 h 55 - Relais de TF 1
 19 h 40 - Scènes de la vie de province. Vivre au pays... des chants. Au delà d'une flûte à bec.
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures.
 20 h 35 - Campagne électorale
 21 h 15 - Casablanca. Film de Michael Curtiz (1943). Avec Humphrey Bogart et Ingrid Bergman.
 22 h 40 - Journal
 22 h 55 - Ciné regards. Hollywood USA : Richard Brooks

Jeudi 16 mars

TF 1
 18 h 00 - A la bonne heure : les retraités de la misère
 18 h 25 - Pour les jeunes.
 18 h 55 - Le regard à l'anneau d'or. Feuilleton.
 19 h 15 - Monsieur neige
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Eh bien raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 35 - Campagne électorale
 21 h 15 - Jean-Christophe. N° 3 : La révolte
 22 h 10 - A bout portant : Gérard Lenorman
 23 h 00 - Journal et fin

A 2
 18 h 25 - Dessins animés.
 18 h 40 - C'est la vie
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
 20 h 00 - Journal
 20 h 35 - Campagne électorale
 21 h 20 - Miracle à Milan. Film italien de Vittorio de Sica (1950).
 23 h 05 - Légendaire : l'Ankou (la mort). En Bretagne.
 23 h 30 - Journal et fin

FR 3
 19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Scènes de la vie de province
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 35 - Campagne électorale
 21 h 15 - Malpertuis. Avec Orson Welles.
 23 h 05 - Journal
 23 h 20 - Un événement.
 23 h 40 - Fin

LIVRE

«LIBRES DANS L'ÉCOLE LIBRE»

Par la FEP-CFDT

SOUTIEN OUVERT AU PS

A l'approche de chaque élection, la «question scolaire», dite aussi «bataille scolaire» est remise à l'ordre du jour. Ces législatures n'échappent pas à la règle.

Du côté de la gauche, le rapport Mexandeau, par ses formulations maladroites (au regard des soucis électoralistes du PS) a donné l'occasion à l'enseignement catholique de sonner le tocsin rituel de «la liberté de l'enseignement menacée».

La droite, de son côté, a fait le forcing pour faire passer avant la fin de la dernière législature sa loi Guerneur destinée, selon ses promoteurs, à rendre plus difficile la «nationalisation de l'enseignement privé» prévue par la gauche. A côté de dispositions améliorant la situation économique des personnels de l'enseignement privé, cette loi stipule que les enseignants devront respecter le caractère propre des établissements privés, c'est-à-dire reproduire strictement les idées réactionnaires de la hiérarchie catholique dirigeant ces établissements, sans parler d'autres contraintes matérielles.

Dans son livre «Libres dans l'école libre?», la Fédération CFDT de l'Enseignement Privé s'interroge, témoignages et documents à l'appui, sur ce que

signifie dans la réalité quotidienne cette fameuse «liberté de choix» dont les tenants de l'enseignement libre font si grand cas. Ceux-là mêmes qui ne se faisaient guère d'illusion sur cet enseignement «libre» y trouveront sans doute un dossier encore plus accablant qu'ils ne le pensaient. Car ce qui caractérise l'enseignement libre, l'ouvrage le montre en détails, c'est bien l'absence totale de libertés.

En publiant ce livre à la veille des législatives, la FEP-CFDT n'avait bien sûr pas seulement en tête de dénoncer cette absence de liberté qui ne date pas d'aujourd'hui. Elle le reconnaît d'ailleurs volontiers : «Le moment choisi pour la sortie de cet ouvrage ne manquera pas d'être interprété comme un acte politique. Et cette interprétation sera justifiée». Cette volonté de faire acte politique n'est en elle-même pas condamnable, au contraire. Mais force est de constater que la dernière partie du livre n'est pas autre chose qu'une défense et illustration des thèmes du Parti socialiste.

Tous les documents cités où les responsables de l'enseignement libre s'en prennent à la gauche sont dirigés contre le PS (la grande complaisance du PCF pour l'école catholique

explique sans doute bien des choses, mais pourquoi alors la FEP-CFDT ne la critique-t-elle pas ?).

Le caractère outrancier ou mensonger des textes cités permet, en contrepoint, de valoriser l'objet de leurs critiques. Loin de souligner les cas où certaines municipalités PS ont décidé de réduire des subventions à l'enseignement libre, la FEP-CFDT met en avant la complaisance d'élus socialistes pour le privé. Un candidat PS à la mairie de Dunkerque déclare par exemple à propos de l'aide à l'enseignement libre : «Nous voudrions aller plus loin (...) pour que les rapports entre les écoles libres et la municipalité soient en quelque sorte institutionnalisés et donc durables.»

On nous explique même que les contrats d'association que propose la gauche ont le mérite, au contraire des contrats simples, d'obliger les communes à «financer les écoles privées

dans les mêmes conditions que les écoles publiques pour leur fonctionnement». Curieuse façon de marcher vers la «nationalisation de l'enseignement privé»...

Quant aux thèses sur la «laïcité», «refus de toute philosophie d'Etat et de tout endoctrinement» et respect de toutes les idéologies (y compris les plus réactionnaires, donc ?), on voit mal ce qui la distingue de la prétendue «neutralité» prêchée actuellement, et que la FEP-CFDT dénonce par ailleurs, d'autant que la FEP-CFDT pense trouver le salut dans «la diversité même des enseignants».

Serait-ce donc cela le socialisme en matière d'éducation : l'école socialiste ne doit-elle pas avant tout être sous le contrôle des travailleurs et à leur service ?

Claude ANCHER

* FM/Petite coll. Maspéro

Le Quotidien du Peuple
 Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
 Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
 CCP N° 23 132 48 F - Paris
 Directeur de Publication : Y. Chevet
 Imprimé par IPCC - Paris
 Distribué par les NMPP
 Commission Paritaire : 56 942

Et l'acier fut trempé

89^e épisode

— Si moi je suis un lazzarone, toi, tu n'es qu'un bourgeois à qui on a oublié de couper le cou, répondit-il d'une voix sourde. Et, reportant son regard sur Tonia, il dit sèchement :

— Prenez une pelle, camarade Toumanova, et mettez-vous dans le rang avec les autres. Ne prenez pas exemple sur ce bœuf givé.

Il eut un sourire peu aimable en regardant les bottillons fourrés de la jeune femme et ajouta négligemment :

— Je vous conseille de ne pas vous attarder. Les bandits nous ont rendu visite ces jours-ci.

Puis il leur tourna le dos et, claquant à chaque pas de son caoutchouc, alla rejoindre son groupe.

Ses derniers mots produisirent un effet salutaire sur l'ingénieur lui-même.

Tonia le persuada de travailler.

Le soir, le labeur achevé, les voyageurs retournèrent à la gare. Le mari de Tonia partit en avant pour retenir des places dans le train. Tonia s'arrêta, laissant passer les ouvriers. Pavel, éreinté, arrivait en dernier, s'appuyant sur sa pelle.

— Bonjour, Pavloucha. J'avoue que je ne m'attendais pas à te trouver dans un tel état. N'as-tu donc rien mérité de mieux du pouvoir soviétique qu'une place de terrassier ? Je croyais que tu étais depuis longtemps commissaire ou quelque chose dans ce genre. Comme ta vie s'est mal arrangée... dit-elle en marchant à côté de lui.

Extraits

Nicolas OSTROVSKI

Pavel s'arrêta et lui jeta un regard étonné.
 — Moi non plus, je ne m'attendais pas à te voir si... moisie, trouva-t-il enfin, ayant cherché un mot pas trop dur.

Tonia s'empourpra jusqu'aux oreilles.
 — Toujours aussi grossier, à ce que je vois !

Kortchaguine jeta la pelle sur son épaule et fit plusieurs enjambées rapides. C'est seulement après quelques pas qu'il répondit :

— Ma grossièreté, camarade Toumanova, est moins blessante que votre politesse, si on peut l'appeler ainsi. Ne vous souciez pas de ma vie, tout y est en ordre. Mais la vôtre n'a pas tourné aussi bien que je m'y attendais. Il y a deux ans, tu étais meilleure : tu n'avais pas honte de serrer la main à un ouvrier. Tandis que maintenant tu sens la naphthaline. Et, franchement, je n'ai rien à te dire.

Pavel reçut une lettre d'Artem. Celui-ci allait se marier et demandait à Pavka de venir coûte que coûte.

Le vent arracha des mains de Pavel la feuille blanche qui sembla battre des ailes et s'envola vers le ciel. Non, il n'assisterait pas à la noce. Comment aurait-il pu penser à partir ? Depuis la veille, cet ours de Pankratov avait dépassé son groupe et avançait à une allure qui stupéfiait tout le monde. Le débardeur fonçait tout droit vers la première place et, ayant perdu sa placidité

habituelle, animait ses «dockers», qui menaient un train d'enfer.

Patochkine observait l'acharnement muet des bâtisseurs. Etonné, il se frottait les tempes, se demandant : «Que sont ces hommes ? Quelle est cette force incompréhensible qui les pousse ? Si le temps se maintient encore ne serait-ce que huit jours, nous aurons atteint la coupe. Conclusion : on en apprend tous les jours, tout en restant aussi bête. Ces gens-là battent en brèche par leur travail toutes les prévisions et toutes les normes techniques.»

Klavitchek rentra de la ville, rapportant sa dernière fournée de pain. S'étant présenté à Tokarev, il partit ensuite à la recherche de Kortchaguine. Leur rencontre fut très amicale. Tout souriant, Klavitchek tira de son sac une splendide veste fourrée, et fit ce commentaire, en claquant de la main le cuir jaune et souple :

— Voilà pour toi. Et de la part de qui, tu ne sais pas ? Oh, oh, tu n'es pas malin, mon gars ! C'est la camarade Oustinovitch qui te l'envoie pour que tu ne crèves pas de froid, ballot que tu es. Le camarade Olchinski lui en a fait cadeau. Elle la lui a prise des mains et en sa présence m'a chargé de te l'apporter. Akim lui avait dit que tu travaillais en veston par ce froid. Olchinski a fait une drôle de tête. «Je peux, qu'il a dit, envoyer une capote à ce camarade.» Mais Rita riait tout ce qu'elle savait : non, non, la veste est plus commode pour travailler ! Tiens, prends-la !

Pavel, étonné et indécis, tint un instant dans sa main le vêtement de prix avant d'en couvrir son corps transi. La fourrure douce au toucher réchauffa rapidement ses épaules et sa poitrine.

A SUIVRE

L'ascension du marketing en politique

FAIRE NAÎTRE UNE ÉTOILE

Enquête de Philippe DANZAIN

Nous avons vu comment le marketing politique fait la main basse sur les luttes électorales. Reste à voir comment, sur le terrain, le marketeur va vendre son candidat.

«On ne peut rien faire de valable sans, au préalable, une étude de la circonscription, par entretiens non directifs portant sur une quarantaine de personnes (...) Une telle enquête apporte une masse d'informations sur l'image du candidat, de son parti, de son adversaire, les questions sensibles, etc... On peut alors dessiner les grandes lignes de la campagne, et tester ces hypothèses par un échantillon de 400 à 500 personnes et se terminant bien entendu sur les intentions de vote. Il en sort un rapport indiquant au candidat les grands axes de sa campagne (...) Pour plus de sûreté, il est bon de faire un second sondage un mois avant le scrutin.»

Un travail de précision somme tout, car «il faut habiller chaque candidat sur mesure».

Bien sûr, la campagne sera organisée de façon différente selon qu'il s'agit de cantonales, municipales ou législatives.

Dans le cas le plus favorable, c'est le marketeur qui organisera l'ensemble des opérations qui suivent. Parfois, les supporters du candidat préfèrent laisser au publicitaire une simple fonction de conseil.

L'«habillage sur mesure» n'est pas toujours la règle. Ainsi une réunion de candidats centristes de l'Est avec l'agence du parti s'est soldée par de violentes tensions. Tous les candidats avaient le même agenda de tournées des sorties d'écoles, marchés, cocktails... Soit 14 heures par jour consacrées à la démagogie, il leur était même purement conseillé de recourir à la calomnie. Le directeur des services et méthodes affirme que «le marketing électoral n'est qu'un mot pour désigner une campagne bien faite». Il a lui-même prouvé que ce peut être aussi une fabrication en série.

majorité des cas, le parti s'est parfaitement imbibé des méthodes publicitaires. Il a bien intériorisé l'idée selon laquelle le but n'est pas de soumettre un jugement à la réflexion de l'électeur mais de vendre l'homme ou l'organisation. «Chirac pour Paris» est une production RPR. Or cette campagne est tout à fait publicitaire : l'affiche exprime parfaitement le thème de la vedette, de l'homme providence. Les affiches gaulliennes affirmaient qu'il fallait «faire confiance» «soutenir» le Général. Ici l'appel est implicite. On ne demande même plus au Parisien de s'identifier à l'idole. Il n'existe plus. Seuls demeurent le chef et Paris. Tous deux confondus. Alors que les promesses de droite ou de gauche ne servent qu'à renforcer le scepticisme, le RPR offre quelque chose de simple, d'énergique, un «Homme», le message est implicite. Le mot d'ordre particulièrement dépouillé et savamment illustré est destiné à réveiller des vieux schémas inconscients.

Star system

Le principe du marketing est de vendre un produit en faisant appel à des idées. Mais un parti, un programme, demeurent quelque chose d'abstrait, et des idées ne se cristallisent bien que sur du concret. La virilité, c'est l'eau de toilette ; la liberté, la machine à laver la vaisselle. La république sera Chirac, le changement Marchais. Les idées politiques sont cristallisées sur une personne, dans laquelle on projetera ses aspirations. De plus, le politicien pourra véhiculer des images qui ne sont pas directement politiques. Un excellent exemple fut fourni par une émission radiophonique. Une dame



Et le programme ?...



Un homme providentiel

lette c'est chouette», paraît-il. Un parti fait figure d'exception : le Parti Républicain. Giscard, pour être élu, s'est fait vedette. Mais son parti ne peut le mettre trop en avant, il faut respecter son rôle «d'arbitre». Il ne peut pas non plus fabriquer une épaisseur à son pâle dirigeant Soisson, car il entrerait en compétition au hit-parade politique

avec Giscard. Le PR est donc réduit à s'appuyer sur un projet, en faisant afficher sur le «bon choix», montrant un paysage embrumé, où rayonne un arc en ciel. Après la pluie, le PR. Le symbole est adroit, et l'affiche récupère discrètement le battage fait autour du discours de Verdun-sur-le-Doubs. Un défaut, le propos est excessivement allusif.

L'affiche est dominée par le brouillard. Le marketing parfois ne nuit pas forcément à la sincérité.

L'argent électeur

Si on fait abstraction des passages à la télévision et à la radio d'État, qui sont fournis gratuitement, il faut bien admettre que le marketing politique a contribué à renforcer considérablement le coût de lancement d'un produit électoral. Pour se faire élire, l'actuel président de la République a dû investir un milliard d'anciens francs. Il a mieux géré son budget que l'autre candidat de droite, Chaban, à qui la défaite a coûté 14 millions de francs. En 1965, Lecanuet, pour mener à bien le programme prévu par son agent a déboursé 5 millions, la moitié du budget de la campagne de De Gaulle. Les élections en démocratie bourgeoise coûtent des fortunes. Les pauvres sont battus d'avance, même s'ils essaient de faire de leur manque de moyens un argument électoral. La force militante même ne peut palier à la faiblesse des revenus. Le PCF, qui en force militante est le plus important parti, ne peut se passer des fonds qu'il tire de la publicité, par exemple du fameux marchand de tord-boyaux jaune. Il est attaché à ses opérations financières par banque interposée. Laissons de côté les opérations plus discrètes. La droite, outre les fonds patronaux, sait trouver des revenus dans des activités peu recommandables, qui amènent parfois l'un des siens à périr de mort violente. Comme l'a dit un homme qui savait de quoi il parlait, Pompidou, «les ressources des partis ne sont pas toujours ce que l'on croit généralement».

JEUX-DEVINETTE

Quel point commun y a-t-il entre :

- Des bas pour dame sans coutures
- Des savonnets et autres produits de beauté
- Des boîtes Tupperware
- James Bond
- Le Centre des Démocrates Sociaux ?

Réponse : Tous ces produits sont vendus par le même agent publicitaire : Bongrand.

Guerre psychologique

Le marketing intervient aussi au niveau de la propagande centrale des partis. A tous les niveaux, il cohabite avec l'activité «militante». Les organisateurs, à tous les niveaux, les maquettistes, ne sont pas en opposition aux agences, mais plutôt en position de confrères. Ils sont souvent issus eux-mêmes d'Havas ou Publicis. Dans la

devait, grâce à un certain nombre d'indications identifier un politicien. «C'est un homme de la majorité», affirme le meneur de jeu. Réponse : «Marchais ?» Nouvelle indication : «Je suis beau gosse». La dame gagne : «Chirac». Cela pourrait être une blague idiote de «Eh bien raconte». Ce n'est qu'une illustration d'un des aspects de la vente des candidats. Le système des vedettes n'est même plus le monopole des grands partis. «Ar-